

Les Études du CERI
N° 131 - décembre 2006

**Tableau de bord des pays
d'Europe centrale et orientale 2006**

sous la direction de
Jean-Pierre Pagé

Volume 1

Le *Tableau de bord 2006* (volumes 1 et 2) a été réalisé, sous la direction de Jean-Pierre Pagé, par une équipe lui associant Gaëlle Courtaux-Kotbi, Vitaliy Denysyuk, Ioana Dordea, Aude Hapiot, Petia Koleva, Emmanuel Mathias, Liliane Petrovic et Nebojsa Vukadinovic. Le panorama politique (vol. 1) a été rédigé par Jacques Rupnik. Jacques Sapir a pris en charge l'élaboration de la partie relative à la Russie (vol. 2).

Jean-Pierre Pagé est expert économique pour les pays de l'Europe de l'Est. Il est correspondant scientifique du CERI (Sciences Po).

e-mail : jppage@wanadoo.fr

Jacques Rupnik est directeur de recherches au CERI (Sciences Po).

e-mail : rupnik@ceri-sciences-po.org

Jacques Sapir est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) où il dirige le Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI-EHESS).

e-mail : sapir@msh-paris.fr

Gaëlle Courtaux-Kotbi est enseignant-chercheur en sciences des organisations à l'ISAB et doctorante au CEMI (EHESS). e-mail : gaelle.kotbi@wanadoo.fr

Aude Hapiot est responsable des profils pays dans une entreprise de conseil et d'accompagnement à l'export. e-mail : audehapiot@free.fr

Emmanuel Mathias est docteur en économie et diplômé de l'IEP de Strasbourg.

e-mail : e.mathias@wanadoo.fr

Liliane Petrovic est doctorante à l'EHESS où elle est membre du CEMI. e-mail : LilianePetrovic@aol.com

Nebojsa Vukadinovic est docteur de l'Institut des sciences politiques. e-mail : nebovukad@yahoo.fr

Remerciements

Les remerciements des auteurs s'adressent d'abord à Judith Burko qui, depuis plusieurs années, assure l'édition au CERI du *Tableau de bord* dont elle est devenue une collaboratrice essentielle. Ils n'oublient pas Alexandra de Miramon, du Service des relations publiques de l'OCDE, pour la documentation précieuse qu'elle leur fournit fidèlement.

Sources

◆BERD :

- *Transition Report Update*, mai 2006 ;
- *Transition Report 2006*, novembre 2006.

◆Commission européenne :

- *Prévisions économiques de printemps*, 2006 ;
- *Enlargement, Two years after*, mai 2006 ;
- *Public finance in EMU 2006*.

◆*Courrier des pays de l'Est*, « Europe centrale et orientale, 2005-2006 », n° 1056, juillet-août 2006.

◆DNB Nord Bankas, *Lithuanian Economic Outlook*, 2006.

◆FMI :

- *Hungary, 2006 Article IV Concluding Statement of the IMF Mission* ;
- *Republic of Latvia, 2006 Article IV-Staff Report* ;
- *Republic of Estonia, 2006 Article IV-Staff Report*.

◆Gouvernement de la République de Hongrie : – *Update Convergence Programme of Hungary 2005-2008*, décembre 2005 ;

– *The New Equilibrium Programme 2006-2008*, juin 2006 ;

– *Convergence Programme of Hungary 2005-2008*, septembre 2006.

◆Komerčni Banca (République tchèque) : *Rapports de conjoncture*.

◆IMAD (Institute of Macroeconomic Analysis and Development–Slovenia) : *Slovenia Economic Mirror*, Ljubljana, 2006.

◆Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW) :

- Leon Podkaminer, Vladimir Gligorov et al., *Strong Growth, Driven by Exports in the NMS and by Consumption in the Future EU Members*, WIIW Research Reports, n° 325, février 2006 ;
- Vladimir Gligorov, Leon Podkaminer et al., *Broader-based Growth Resilient to Global Uncertainties*, WIIW Research Reports, n° 328, juillet 2006.

◆Magyar Nemzeti Bank : *Quarterly Report of Inflation*, mai et août 2006.

◆Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, DGTPE, *Panoramas de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire en République tchèque*, avril 2006.

◆OCDE :

- *Perspectives économiques*, n° 79, version préliminaire, mai 2006 ;
- *Survey économique Pologne*, juin 2006 ;
- *Survey économique République tchèque*, juin 2006.

Liliane Petrovic, « Hongrie 2005-2006. Vers un nouveau train de réformes et la rigueur financière », in *Courrier des pays de l'Est*, op. cit.

◆Turku School for Economics and Business Administration Baltic Rim Economies, *Bimonthly Economic Monitoring Review*, 2006.

◆World Bank : *Doing Business 2006*.

Table des matières

Avertissement

Le *Tableau de bord* s'élargit. La présente édition consacre de nouveaux chapitres à deux pays issus de l'ex-Yougoslavie : la Croatie et la Serbie. Il comprend donc quatre parties : « Les nouveaux membres de l'Union européenne », « Les pays qui intègrent l'Union européenne en 2007 », « La Croatie et la Serbie », « La Russie et l'Ukraine ». Dans le prochain *opus*, les deux premières parties seront fusionnées.

Panorama économique <i>par Jean-Pierre Pagé</i>	p. 4
L'alternance politique sous le signe du populisme en Europe centrale <i>par Jacques Rupnik</i>	p. 13
Les nouveaux membres de l'Union européenne	
Estonie <i>par Emmanuel Mathias</i>	p. 17
Hongrie <i>par Liliane Petrovic</i>	p. 21
Lettonie <i>par Emmanuel Mathias</i>	p. 26
Lituanie <i>par Emmanuel Mathias</i>	p. 30
Pologne <i>par Jean-Pierre Pagé</i>	p. 34
Slovaquie <i>par Aude Hapiot</i>	p. 40
Slovénie <i>par Nebojsa Vukadinovic</i>	p. 45
République tchèque <i>par Gaëlle Courtaux-Kotbi</i>	p. 51

Pour lire les tableaux par pays

Tableau 1. Evolution annuelle des principaux agrégats (en %)

PIB, Production industrielle, Formation brute de capital fixe, Consommation des ménages : variations en volume en % par rapport à l'année précédente

Salaire réel moyen : variations en termes réels par rapport à l'année précédente (l'évolution du salaire est déflatée par celle des prix à la consommation)

Prix à la consommation : variations du niveau des prix en % par rapport à l'année précédente (sur la base des moyennes annuelles)

Solde des administrations publiques (« general government balance ») : calculé chaque année en % du PIB.

Emploi total et chômage : Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage est calculé de deux manières : 1) en % de la population active à la fin de chaque année sur la base des statistiques de chômeurs enregistrés ;

2) en % de la population active en moyenne annuelle sur la base des enquêtes emploi selon le concept du BIT.

Tableau 2. Balances extérieures, réserves et endettement

Exportations, Importations : variations en euros (sauf indication contraire) en % par rapport à l'année précédente.

Balances commerciales et balances des paiements courants : elles sont, pour chaque année, calculées en euros. Les balances des paiements courants sont calculées, en outre, en % du PIB.

Réserves de la Banque centrale et dette extérieure brute : elles sont calculées en euros.

Panorama économique

par Jean-Pierre Pagé

LES NOUVEAUX MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE : UNE TROP BELLE RÉUSSITE OU, QUAND L'ÉCONOMIQUE NÉGLIGE LE SOCIAL !

La situation économique des nouveaux membres de l'Union européenne se présente sous des aspects apparemment très favorables. La croissance se consolide, particulièrement celle de l'industrie manufacturière, ce qui est un signe de bonne santé. Les investissements domestiques connaissent, eux aussi, une expansion croissante. Conséquence de cette vitalité de l'économie réelle, les salaires sont en nette progression.

Si l'on ajoute que les équilibres financiers se consolident également selon les trois critères de l'inflation, de l'équilibre des finances publiques et de la balance des comptes extérieurs, on peut considérer que les nouveaux membres ont subi avec succès le choc de l'intégration dans l'UE et qu'ils franchissent victorieusement l'épreuve de la concurrence avec les anciens membres de cette Union (l'Europe des quinze).

Pourtant, il y a des ombres dans le tableau dont témoignent les évolutions politiques de ces pays. On aurait tort d'imputer à des caprices de l'opinion l'arrivée au pouvoir de majorités qui paraissent étranges et que l'on est tenté, en Europe occidentale, de qualifier de « populistes ». Cette arrivée témoigne du mécontentement de populations qui éprouvent le sentiment qu'elles sont, dans leur majorité, les laissés pour compte d'une transition et de réformes qui n'ont profité qu'à une mince frange. Il serait particulièrement dangereux de ne pas tenir compte de ce phénomène par une réponse appropriée.

Une croissance qui se consolide

La croissance du PIB, qui s'était un peu ralentie en 2005, a connu une accélération en 2006, retrouvant, selon les calculs du WIIW pour les huit nouveaux membres de l'Union, le chiffre de 5,2 % déjà observé en 2004. Cela confirme la vigueur de cette croissance qui, en moyenne, est supérieure de trois points à celle de l'Europe des quinze. Plusieurs éléments positifs concourent à en accroître la solidité.

Ses bases s'élargissent. A la vigueur des exportations en rapide expansion dans tous les pays depuis 2004, et à celle de la consommation qui la tire depuis le début de la décennie, s'ajoute la contribution des investissements internes qui avaient nettement faibli autour de 2002-2003 en Europe centrale, et dont la croissance annuelle pour les huit pays approche 10 % depuis 2005. Tous les moteurs tirent donc en même temps dans la plupart des pays. Une croissance dont la base est solide doit faire des parts équilibrées à toutes les composantes de la demande. Si une croissance trop exclusivement tirée par la demande interne au prix d'un très fort déficit extérieur peut être préjudiciable à un pays, en sens inverse, une croissance trop exclusivement tirée par le commerce extérieur (*export lead growth*) au détriment de la demande interne n'est pas souhaitable.

L'industrie manufacturière prend une part de plus en plus prépondérante dans cette croissance des nouveaux membres, comme en témoigne l'accélération de l'augmentation de la production industrielle dans les cinq pays de l'Europe centrale, qui est passée de 3 % en 2001 et 2 % en 2002 à près de 7 % à partir de 2003. Si l'on a perçu une suspension de ce mouvement ascendant en 2005 (5 %), cette croissance s'accélérerait à nouveau pour atteindre 8 % en 2006 (et près de 13 % au cours du seul premier trimestre de cette année). Le phénomène est général dans tous les pays, manifeste bien sûr dans les pays baltes où la croissance s'est avérée très forte depuis 2001, mais aussi en

Slovénie où le rythme de longue période est plus faible. Les chiffres sont encore beaucoup plus élevés si l'on raisonne en termes de valeur ajoutée. Comme le souligne le WIIW, il faut y voir l'effet des restructurations des industries des pays considérés, principalement sous l'effet des investissements étrangers, vers des activités à forte valeur ajoutée et technologie avancée, au détriment des activités à faible valeur ajoutée, fortement concurrencées par la Chine notamment.

Les bonnes performances du commerce extérieur se confirment. En témoignent les gains de leurs parts de marché dans l'Union européenne à quinze qui ont augmenté de près de 75 % entre 1995 et 2004 et les surplus commerciaux croissants dégagés par quatre des cinq pays de l'Europe centrale (à l'exception de la Slovaquie davantage tournée vers les marchés de l'ex-Yougoslavie, mais y compris la Pologne depuis 2005) avec l'ensemble de l'Europe à vingt-cinq. Mais plus remarquable encore est le développement qui se confirme du commerce entre les nouveaux membres eux-mêmes, une conséquence de l'intégration dans l'UE qui a fait tomber les barrières douanières entre eux. Il est donc normal que, notamment sous l'effet de l'activité des firmes multinationales qui utilisent ces pays comme des plates-formes à vocation régionale, ce commerce se développe.

Le renforcement de la croissance a pour conséquence une augmentation du salaire moyen qui, elle-même, par un processus bénéfique, alimente la hausse de la demande. C'est ainsi qu'en 2005 et au cours du premier trimestre de 2006, le salaire réel moyen a augmenté de 4 % en moyenne simple dans les cinq pays de l'Europe centrale. Cette hausse, qui peut paraître élevée selon les standards de l'Europe occidentale, ne pénalise pas les économies considérées car, dans la plupart des cas (sauf en Slovaquie), elle a été plus que compensée par les progrès de la productivité du travail. De fait, les coûts unitaires du travail en monnaie locale tendent à diminuer. L'évolution est, bien entendu, différente si l'on raisonne en termes d'unités monétaires internationales du fait des modifications des taux de change. Mais après avoir longtemps évolué à la hausse en raison de l'appréciation des monnaies locales, ces coûts, mesurés en « valeur internationale », ont marqué une tendance à la baisse.

Il faut toutefois noter que l'incidence de cette croissance sur l'emploi reste timide et que le spectre de la *jobless growth* ne s'est toujours pas éloigné complètement. En effet, l'emploi industriel, qui a diminué dans quatre des cinq pays de l'Europe centrale (la Slovaquie faisant exception) entre 2000 et 2004, n'a connu qu'une modeste reprise en 2005 (en République tchèque, Pologne et Slovaquie, la Hongrie faisant exception avec une sensible diminution). Si les évolutions de l'emploi total sont, en moyenne, plus satisfaisantes, elles le doivent donc à l'emploi dans les autres secteurs.

Et si le taux de chômage, en moyenne, régresse lentement, passant de 14,9 % en 2004 à 14,1 % en 2005 et 13,9 % prévu en 2006 en Europe centrale, cela ne saurait être imputé seulement à l'augmentation de l'emploi, mais aussi à l'effet des migrations vers trois pays de l'Union (Grande-Bretagne, Irlande et Suède). Ce dernier phénomène n'est pas sans avoir d'incidences qualitatives sur le marché du travail, si l'on considère que ce sont souvent les plus diplômés et les plus qualifiés à la recherche de meilleures rémunérations qui tentent l'aventure en dehors de leur pays, alors que la demande interne de main-d'œuvre spécialisée et très qualifiée (notamment pour les activités à haute technologie) reste très élevée et pas toujours aisée à satisfaire.

La Pologne continue à se caractériser par un taux de chômage très élevé qui reste proche de 18 % en 2005 (méthodologie du BIT) et ne devrait pas diminuer en deçà de 17,5 % en 2006, alors que la décrue est plus manifeste en Slovaquie où, selon les prévisions, il s'abaisserait à 14,5 % en 2006 contre 16,2 % en 2005.

L'assainissement financier se poursuit

La vigueur de la croissance n'a pas de contrecoup sur les équilibres financiers. Au contraire, à l'aune de l'inflation comme de la situation des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, l'assainissement se poursuit.

Après la « pause » de 2004, l'inflation dans les cinq pays d'Europe centrale a recommencé à

diminuer, n'excédant pas 2,5 %, sauf en Hongrie, et devrait être restée à des niveaux proches en 2006, même si l'on doit noter une résurgence en Slovaquie (4 %). L'inflation est particulièrement basse en Pologne, de l'ordre de 2 %, et elle serait encore beaucoup plus faible, voire négative, si l'on ne tenait pas compte de la hausse des prix de l'énergie. Cela conduit les experts du WIIW à évoquer le risque d'un mouvement de déflation compromettant la croissance dans ce pays. Dans les pays baltes en revanche, l'inflation demeure à des niveaux plus élevés en Estonie et, surtout, en Lettonie, mais aussi, dans une bien moindre mesure, en Lituanie où un léger dépassement du seuil a contribué à justifier le report de l'admission du pays dans la zone euro. La décrue de l'inflation en Europe centrale a permis d'abaisser les taux d'intérêt et donc les incitations aux capitaux volatils non désirés à venir se placer dans les pays considérés. Cela a réduit les pressions à l'appréciation de leurs monnaies, ce qui a été considéré comme bienvenu par les exportateurs.

Pour leur part, les déficits des finances publiques, exprimés en pourcentage du PIB, ont continué à diminuer en 2005, passant en dessous du seuil de 3 % en République tchèque, Pologne, Slovaquie et, bien entendu, en Slovénie (depuis 2002). En 2006, ils devraient rester proches des niveaux de 2005, sauf en Hongrie où il est attendu à 10 %. En République tchèque, il pourrait dépasser légèrement le seuil des 3 % qu'il atteindrait en Pologne. Mais dans les pays baltes, la situation est, depuis plusieurs années, encore plus saine, l'Estonie continuant à dégager un excédent. Par ailleurs, la dette publique est restée en 2005 largement en dessous du seuil de 60 % du PIB, toujours à l'exception de la Hongrie où elle l'approche. Elle est particulièrement faible dans les pays baltes (inférieure à 20 %), ainsi qu'en République tchèque et en Slovénie (de l'ordre 30 %). On peut donc considérer que, globalement, la situation est sous contrôle. Seule la Hongrie connaît de façon récurrente une alerte sérieuse, ce qui l'a conduite à définir un programme de mesures afin de ramener son déficit des finances publiques et sa dette publique à des niveaux plus raisonnables.

Enfin, les déficits des paiements courants avec l'extérieur, compte tenu des évolutions positives des soldes commerciaux, poursuivent leur diminution. Leur cumul pour les cinq pays de l'Europe centrale est ainsi passé de 5,2 % du PIB en 2004 à 3,2 % en 2005 et une nouvelle réduction, le faisant passer en dessous de 3 %, est attendue pour 2006. On notera que ces déficits sont en moyenne beaucoup plus élevés dans le cas des pays baltes (et surtout de l'Estonie et de la Lettonie où ils dépassaient encore 10 % du PIB en 2005) que dans celui des pays de l'Europe centrale (où la Hongrie et la Slovaquie se distinguent par des niveaux compris entre 7 et 9 % en 2005) mais, même si l'on considère le cumul pour les huit nouveaux membres, le déclin reste sensible.

Malgré ces bons résultats apparents, la situation politique traduit le mécontentement des populations

Les résultats des élections en Europe centrale peuvent sembler paradoxaux dans un panorama économique apparemment aussi satisfaisant. Il ne faut pas les interpréter sur la seule base du système d'alternance qui a prévalu depuis le début de la transition. La formation de nouvelles coalitions associant à des partis de gouvernement des franges aux extrêmes des échiquiers, qualifiées de nationalistes ou populistes, montre que l'insatisfaction des populations, que l'on sentait monter depuis quelques années, a atteint un degré dont elle ne témoignait pas dans le passé.

Comment expliquer ce paradoxe ? Il faut bien admettre que l'insatisfaction peut être largement considérée comme une réaction à la façon dont la transition a été menée et, plus particulièrement, aux réformes dites « libérales ». Si la perspective souhaitée d'entrer dans l'Union européenne a contenu ce mécontentement, il a éclaté lorsque l'intégration a été réalisée.

En premier lieu, ces résultats manifestent le sentiment (auparavant plus souterrain) selon lequel la distribution des ressources et des fruits de la croissance est injuste et ne bénéficie qu'à une minorité. L'un des symboles de cette injustice est la *flat tax*, c'est-à-dire, en simplifiant, l'impôt égal pour tous, qui semble avoir cristallisé le mécontentement. Après avoir contribué à priver la droite libérale polonaise de la victoire, alors qu'elle en avait fait l'un de ses chevaux de bataille, la *flat tax* mobilise

aujourd'hui contre elle la nouvelle coalition sortie des urnes en Slovaquie, et il serait particulièrement imprudent et inopportun que les responsables de la République tchèque et de la Slovénie succombent à la tentation de l'instaurer, alors que leurs pays n'en ont vraiment pas besoin, au moment où ceux qui l'ont introduite ou pensé l'introduire sont obligés de faire marche arrière.

En deuxième lieu, prévaut largement le sentiment selon lequel la croissance ne crée pas suffisamment d'emplois (le syndrome de la *jobless growth*), ce dont témoignent le maintien de taux de chômage élevés dans certains pays et les migrations de travailleurs. Force est de constater que le mode de transition choisi, fondé sur d'importantes restructurations conduisant à de très forts progrès de productivité, n'a pas permis de créer des emplois à la mesure de la croissance de la production comme lors d'autres processus historiques de restructuration. Bien entendu, ce sont les travailleurs non qualifiés qui ont le plus pâti de ce processus, gonflant les rangs des chômeurs de longue durée condamnés à quitter le marché du travail ou se réfugiant dans le secteur agricole pour cultiver leur lopin de terre dans une économie familiale. Mais ce sont aussi, pour une part non négligeable, les jeunes travailleurs diplômés préférant chercher fortune dans l'« ancienne » Europe ou les Etats-Unis.

En troisième lieu, prévaut le sentiment selon lequel la transition et les réformes ont négligé des pans entiers de la vie économique et sociale : infrastructures inadaptées et mal entretenues, services publics délaissés et condamnés à périliter, systèmes de protection sociale réduits progressivement à la portion congrue, systèmes de santé et d'éducation sacrifiés par manque de moyens ou voués à une modernisation bâclée. Pour citer quelques éminents représentants de ces pays, nous ne mesurons pas assez en Occident le coût en termes de santé, d'éducation et de vie sociale d'une transition tout entière dévolue à l'efficacité économique.

Dès lors, il est aisé de comprendre les réactions des populations, la popularité des franges politiques qualifiées de populistes, les mariages surprenants auxquels ont été amenés les partis.

LA BULGARIE ET LA ROUMANIE : L'INTÉGRATION SOUS SURVEILLANCE

La Bulgarie et la Roumanie ont donc obtenu – à l'arraché, serait-on tenté de dire – leur droit à adhérer à l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007. Cette adhésion récompense un parcours macroéconomique beaucoup plus positif que ce que l'on pouvait espérer au tournant du XXI^e siècle. Les deux pays ont su enclencher une spirale dynamique tout en préservant les équilibres macroéconomiques, la Roumanie, plus en retard, rejoignant sur le fil la Bulgarie. Cela justifie que l'Union européenne ne les ait pas laissés à la porte, même s'ils ont encore beaucoup d'efforts et de progrès à accomplir pour atteindre le niveau de ceux qui les ont précédés.

Au moment de rejoindre l'Union, leurs économies se caractérisent par une croissance du PIB qui est, en moyenne, de l'ordre de 5 à 5,5 % par an depuis 2000, soutenue, tout à la fois, par un développement rapide de la consommation des ménages et, plus encore, par des investissements domestiques. La Roumanie se distingue par une progression du pouvoir d'achat moyen (salaire réel brut) nettement plus rapide (de l'ordre de 8,5 % par an) que la Bulgarie (de l'ordre de 2 %). En ce qui concerne les équilibres financiers, la Roumanie a connu un processus rapide et spectaculaire de réduction de l'inflation, si l'on songe que celle-ci, qui était encore de près de 35 % en 2001, est passée sous la barre des 9 % en 2005, s'approchant de la performance de la Bulgarie à laquelle le régime sévère du *currency board* a permis de stabiliser beaucoup plus tôt la hausse des prix à la consommation. En ce qui concerne la situation des finances publiques, la Bulgarie peut faire état d'un budget global qui était proche de l'équilibre au début de la décennie avant de devenir, à l'instigation du FMI, excédentaire de l'ordre de 3 % du PIB à partir de 2005 ; la Roumanie pour sa part peut faire valoir qu'elle a progressivement réduit son déficit qui s'est stabilisé aux alentours de 1 % du PIB à partir de 2004. Il n'y a que dans le domaine des transactions courantes avec l'extérieur que les deux pays affichent des déficits importants – ce qui est normal compte tenu de leur niveau de

développement –, plus encore en ce qui concerne la Bulgarie, où il a nettement dépassé 10 % à partir de 2004 pour approcher 15 % en 2006, qu'en Roumanie où il reste contenu en dessous de 10 % du PIB. Toutefois, le décollage à partir de 2003 des investissements directs étrangers dans les deux pays a facilité le financement de ces déficits.

Mais ces bonnes performances macroéconomiques ne doivent pas masquer les retards subsistant dans les autres domaines dans deux pays partis plus tard que leurs voisins d'Europe centrale. Ces retards sont connus. Persistance d'un niveau élevé de corruption et d'économie souterraine. Déficiences, malgré les progrès accomplis, du système judiciaire. Faiblesses institutionnelles pouvant constituer des handicaps pour l'absorption des fonds émanant de l'UE. Vétusté et insuffisances des infrastructures eu égard à la nécessaire modernisation du pays. Sous-financement des systèmes d'éducation, de recherche et de santé. Etat encore très déficient de l'agriculture dont la restructuration est toujours, pour une large part, embryonnaire, notamment en Roumanie où le morcellement des terres, le sous-équipement des exploitations et la très faible productivité ne laissent guère la place qu'à une agriculture de subsistance, absorbant, comme en Pologne, le trop plein de population active inemployée dans les autres secteurs et loin du potentiel réel du pays en la matière.

Si des progrès sont à noter dans la composition des exportations en faveur des biens d'équipement et des biens à technologie avancée, la structure de la production industrielle reste marquée dans les deux pays par la prédominance d'activités à faible valeur ajoutée et présente un net retard par rapport à ce que l'on observe dans les pays d'Europe centrale ayant déjà intégré l'Union.

Par ailleurs, même si le faible niveau des salaires constitue un atout au niveau des coûts de production, il faut noter que, malgré le rattrapage du pouvoir d'achat déjà mentionné, le niveau de vie, mesuré par le PIB par habitant, reste dans les deux pays particulièrement modeste, de l'ordre de 35 % du niveau moyen dans l'UE, et loin de celui des nouveaux membres de celle-ci pour lesquels, à l'exception de la Lituanie, il dépasse 50 %.

La nécessité de remédier à la faiblesse du niveau de vie, de financer la rénovation et la modernisation des infrastructures, ainsi que toutes les dépenses entraînées par la mise à niveau consécutive à l'adhésion à l'UE, explique que les deux pays soient en conflit avec le FMI et ses exigences dans le domaine budgétaire. C'est ainsi que si les autorités bulgares ont accepté de maintenir en 2006 l'objectif stérilisateur d'un excédent du budget général de 3 % du PIB, afin d'utiliser cette cagnotte à d'autres fins, elles ont clairement exprimé l'intention de l'abandonner en 2007 dans un « divorce de velours » avec le FMI. De leur côté, les autorités roumaines, désireuses d'augmenter les dépenses pour les infrastructures, l'éducation, la santé, l'environnement et l'agriculture, et de réduire la fiscalité pour améliorer l'environnement des affaires, s'apprêtent à desserrer les contraintes imposées par le FMI. Dès cette année, le déficit du budget général devrait remonter à 2 % du PIB.

Il ne faut pas oublier, enfin, que ces deux pays, comme les autres pays d'Europe centrale, sont sujets aux menaces populistes et nationalistes. Ils devront donc tirer les leçons de l'expérience de leurs prédécesseurs dans l'Union et, en évitant de reproduire leurs erreurs, veiller à assurer la cohérence entre les aspects économiques et sociaux du développement.

LA CROATIE ET LA SERBIE : LA COURSE POURSUITE VERS L'UNION EUROPÉENNE

La Croatie et la Serbie suivent le chemin tracé par les pays qui sont entrés dans l'Union européenne en 2004 ou vont le faire en 2007. Ils appliquent les mêmes méthodes que leurs prédécesseurs avec leurs doses de thérapies de choc, de réformes structurelles, leurs bons côtés (une croissance maintenant substantielle et un retour partiel aux équilibres) et leurs moins bons côtés (une situation sociale qui laisse à désirer). Les deux pays ont été marqués, mais à des degrés différents, par les

conséquences des conflits interethniques des années 1990. Dans les faits, ils ne sont pas dans la même situation.

La Croatie peut faire valoir une croissance qui lui a permis de retrouver en 2005 le niveau de l'équivalent de son PIB de 1989, avec un indice voisin de ceux qu'affichent la Bulgarie et la Roumanie, et un niveau de vie, mesuré par le PIB par habitant, de l'ordre de 50 % du niveau moyen de l'UE, qui la place très près de la Pologne et bien au-dessus de la Bulgarie et de la Roumanie. Elle peut faire également état d'un taux annuel d'inflation très honorable, qui est resté de 2 % par an de 2002 à 2004 et qui s'est installé à environ 3,5 % depuis 2005.

L'économie de la Serbie a été très perturbée par les événements qui ont affecté la région au cours des années 1990 et qui ont conduit à l'éclatement de la République socialiste fédérale de Yougoslavie et aux guerres que l'on sait. En 1993, le PMB de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), nouveau nom de l'Etat prédécesseur de l'actuelle Serbie, avait chuté brutalement pour ne plus représenter qu'environ 40 % de son niveau de 1989. Et, malgré un redressement entre 1994 et 1998, ce niveau a été ramené à 42,5 % en 1999, à la suite du conflit du Kosovo et des sanctions qui l'ont accompagné. Depuis 2000, la croissance est repartie à un rythme soutenu de 5,5 % par an, mais cela n'a pas suffi pour permettre à la Serbie de retrouver le niveau de production de 1989. L'écart demeure très grand, puisqu'en 2005 il était encore de l'ordre de 40 %. Le même constat vaut pour le niveau de vie (PIB par habitant). Avec 27 % en 2006 du niveau moyen de l'UE, la Serbie se situe au bas de l'échelle de l'Europe centrale et orientale, à côté de l'Ukraine. En outre, l'industrie serbe a beaucoup souffert des destructions liées aux conflits et se trouve actuellement dans une phase de restructuration qui est loin d'être achevée.

Les deux pays peuvent prétendre légitimement à se rapprocher de l'UE, mais leur degré d'avancement dans ce processus est, aujourd'hui, inégal.

LA RUSSIE ET L'UKRAINE : TOUJOURS UN AUTRE MONDE

La Russie poursuit son développement. Sa croissance ne faiblit pas vraiment, malgré les prévisions chaque année annoncées puis démenties, et demeure de l'ordre de 6 % par an, tirée à l'intérieur par une consommation des ménages très dynamique au taux de 11 % par an et financée par les ressources tirées des exportations d'énergie et de matières premières. La hausse des prix reste comprise entre 10 et 12 % par an, ce qui est normal compte tenu des ajustements à réaliser dans l'économie. La Russie continue d'engranger d'énormes surplus commerciaux qui dépassent maintenant 100 milliards d'euros par an et qui, par l'intermédiation de la fiscalité, génèrent un excédent du budget général qui croît chaque année et approchait 8 % du PIB en 2005. Les réserves en devises de la Banque centrale, pour leur part, or exclu, ont dépassé 180 milliards d'euros à la fin du premier trimestre de 2006. Le rattrapage du niveau de vie moyen qui la situe maintenant à 40 % de celui de l'Union européenne se poursuit, mais semble demeurer très inégalitaire, aussi bien en ce qui concerne les couches de la population que les régions de l'immense Russie où l'opulence de la région de Moscou s'oppose à la pauvreté de régions plus excentrées et laissées en déshérence.

Car même si la situation s'est considérablement améliorée par rapport à ce qu'elle était au cours des années 1990, la Russie semble toujours manquer d'une vision prospective. Tout se passe comme si elle demeurerait paralysée par les séquelles de la période eltsinienne et ses illusions économiques ultralibérales toujours vivaces. C'est ainsi que le débat sur l'utilisation des excédents financiers que la puissance publique tire des exportations de gaz et de pétrole fait toujours rage, opposant ceux qui voudraient les employer pour financer les immenses besoins de la Russie en infrastructures, équipements éducatifs et sanitaires et logements, et ceux qui veulent les conserver sous la forme de réserves placées à l'étranger par peur de réactiver l'inflation et comme poire pour la soif dans la perspective de jours de disette. Un timide progrès a été accompli avec la mise en place de

programmes nationaux prioritaires concernant la santé publique, l'éducation, la construction de logements et les industries agroalimentaires, mais il n'est pas sûr que les moyens institutionnels permettent de les exécuter correctement. La mise en œuvre de la rénovation des infrastructures et des investissements longs qu'elle implique – dont a tant besoin le pays et qui ne peuvent être laissés à la seule initiative du marché – bute toujours sur l'absence d'institutions appropriées, ne serait-ce qu'en raison de la suspicion générale attachée à l'idée de toute institution chargée de canaliser et répartir un financement. La politique du logement, trop conçue sur la base des mécanismes du marché, ne peut pas répondre aux besoins des plus mal lotis et risque de ne conduire qu'à une spirale de prix engendrée par la spéculation au profit des plus habiles et des plus riches. La structure de la production demeure déséquilibrée au profit des grands producteurs d'énergie et de matières premières, alors que l'industrie manufacturière et le secteur des PME restent sous-développés. Enfin, les intentions en vue d'accroître l'efficacité énergétique pour remédier à l'énorme gaspillage en la matière tardent à se concrétiser.

La Russie a retrouvé un fonctionnement économique et financier plus normal et recèle un énorme potentiel de développement, mais celui-ci reste, en l'état actuel, trop virtuel et difficile à mobiliser, faute d'une ligne de direction et d'une volonté politique suffisamment claires.

On pouvait beaucoup craindre pour l'économie de l'Ukraine de l'incertitude et de l'indécision qui ont suivi la Révolution orange. Les prévisions faites il y a un an anticipaient un recul de la croissance et de l'investissement consécutifs à la frilosité dont risquaient de faire preuve les agents économiques dans l'attente d'une clarification politique.

En fait, ces pronostics n'ont pas été confirmés. La croissance du PIB a repris à un rythme, certes moindre qu'en 2003 et 2004, mais confortable de 6,5 % en 2006, après 2,6 % seulement en 2005, et les investissements internes, qui avaient marqué une pause en 2005 avec une augmentation ramenée à 1,9 %, ont repris leur croissance au rythme de 15 %. Les déséquilibres financiers n'ont pas atteint les proportions envisagées, l'inflation étant même, malgré la « guerre du gaz », en repli à 10 % en 2006 par rapport à 13,5 % en 2005, et le déficit des finances publiques étant contenu à 2,5 % du PIB. L'économie ukrainienne ne se sort pas mal de ce passage mouvementé. L'accord entre les formations politiques devrait conforter la situation dans le *statu quo* en donnant ses chances à un compromis raisonnable sur le prix du gaz avec la Russie. La croissance économique devrait continuer à être tirée par les activités industrielles de l'est du pays. Certes, les grandes réformes de fond que l'on pouvait attendre de la Révolution orange ne se sont pas produites, mais les progrès dans la lutte contre la corruption et dans le domaine du droit des entreprises se sont poursuivis.

L'Ukraine poursuit sa transition à sa manière graduelle, sans bouleversements majeurs, ce qui est sans doute préférable à un basculement hâtif et sans ménagements vers l'économie de marché à l'occidentale qu'elle ne serait pas en mesure de supporter.

Tableaux synthétiques

Tableau 1 : Croissance du PIB en %

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)	2005/1989 = 100**
Bulgarie	4,1	4,9	4,5	5,7	5,5	5,5	94
Hongrie	4,3	3,8	3,4	5,2	4,1	4	129
Pologne	1,1	1,4	3,8	5,3	3,4	5	148
Roumanie	5,7	5,1	5,2	8,4	4,1	6*	105
Slovaquie	3,2	4,1	4,2	5,4	6,1	6,5	127
Slovénie	2,7	3,5	2,7	4,2	3,9	4	132
Rép. tchèque	2,5	1,9	3,6	4,2	6,1	5,5	121
Estonie	6,4	7,2	6,7	7,8	9,8	11,8***	130
Lettonie	8,0	6,5	7,2	8,5	10,2	11*	101
Lituanie	6,4	6,8	10,5	7,0	7,5	7,5*	98
Croatie	4,4	5,6	5,3	3,8	4,3	4	100
Serbie	5,1	4,5	2,4	9,3	6,3	6*	60
Russie	5,1	4,7	7,3	7,2	6,4	6-6,5*	88
Ukraine	9,2	5,2	9,6	12,1	2,6	6,5	59

Sources : WIIW ; * : prévision d'expert ; ** : BERD ; *** : Banque d'Estonie

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 : Déficit public général (General government balance) (en % du PIB)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Bulgarie	-0,6	-0,7	0	1,7	3,2	3
Hongrie	-3,5	-8,4	-6,4	-5,4	-6	-10,1***
Pologne	-3,7	-3,2	-4,7	-3,9	-2,5	-3
Roumanie	-3,2	-2,6	-2,2	-1,2	-0,8	-2*
Slovaquie	-6,5	-7,7	-3,7	-3,0	-2,9	-2,7
Slovénie	-4,3	-2,7	-2,8	-2,3	-1,8	-1,9
Rép. tchèque	-5,9	-6,8	-6,6	-2,9	-2,6	-3,2
Estonie	0,3	1	2,4	1,5	1,6	1,4
Lettonie	-2,1	-2,3	-1,2	-0,9	0,2	-1
Lituanie	-2,0	-1,4	-1,2	-1,5	-0,5	-
Croatie	-6,8	-4,8	-6,3	-4,9	-4,2	-4
Serbie**	-4,9	-8,3	-3,4	0	0,9	2,7
Russie	3,0	0,9	1,3	4,5	7,7	-
Ukraine	-0,3	0,7	-0,2	-3,2	-1,9	-2,5

Sources : WIIW ; * : prévision d'expert ; ** : BERD ; *** : Programme de convergence

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 3 : Croissance des prix à la consommation (moyennes annuelles, en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Bulgarie	7,4	5,8	2,3	6,1	5,0	8
Hongrie	9,2	5,3	4,7	6,8	3,6	3,5
Pologne	5,5	1,9	0,8	3,5	2,1	2
Roumanie	34,5	22,5	15,3	11,9	9,0	7*
Slovaquie	7,1	3,3	8,5	7,5	2,7	4
Slovénie	8,4	7,5	5,6	3,6	2,5	2,6
Rép. tchèque	4,7	1,8	0,1	2,8	1,9	2,8
Estonie	5,8	3,6	1,3	3,0	4,1	3,8**
Lettonie	2,5	1,9	2,9	6,2	6,7	6
Lituanie	1,3	0,3	-1,2	1,2	2,7	4,4***
Croatie	4,9	1,7	1,8	2,1	3,3	3,5
Serbie	93,3	16,6	9,9	11,4	16,2	13*
Russie	21,6	16,0	13,6	11,0	12,5	10
Ukraine	12,0	0,8	5,2	9,0	13,5	8,5

Sources : WIIW ; * : prévision d'expert ; ** : 09/06 ; *** : 07/06 ; (e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 4 : Flux d'investissements directs étrangers (nets) (millions de dollars)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)	Investis. cumulés 1989-2005	Investissement cumulés par tête 1989-2005 (en \$)
Bulgarie	803	876	2070	2777	2298	3000	12151	1575
Hongrie	3573	2722	479	3542	5353	3500	42624	4229
Pologne	5804	3901	4284	12079	6716	8400	71151	1866
Roumanie	1154	1080	2156	6368	6587	8652	24120	1110
Slovaquie	1520	4130	737	1403	1951	3400	13746	2556
Slovénie	226	1489	-139	277	-72	88	3057	1536
Rép. tchèque	5476	8276	1895	3960	10135	4500	51882	5061
Estonie	343	153	763	781	2250	540	6296	4674
Lettonie	114	250	256	596	497	840	4214	1827
Lituanie	439	714	142	510	680	803	4873	1423
Croatie	1179	586	1932	871	1509	2825	10549	2376
Serbie	165	475	1360	966	1481	3500	5437	725
Russie	216	-72	-1769	1662	1473	2500	8846	61
Ukraine	769	698	1411	1711	7533	4000	16115	342

Source : BERD (utilisant FMI et Banques centrales). Statistiques de balances des paiements. (e) : estimation ; (p) : prévision

Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que ces chiffres peuvent être très différents des chiffres tirés de sources nationales qui n'utilisent pas les mêmes méthodologies. Il s'agit d'investissements nets (résultant de la différence entre les flux « entrants » et les flux « sortants »). Les montants de ces investissements nets sont donc fortement affectés par les évolutions relatives à chacune des deux composantes, en particulier par l'augmentation des flux d'investissements effectués par certains des pays considérés à l'étranger.

Tableau 5 : Taux de chômage (en % de la pop. active, moyenne annuelle, méthode : enquêtes-emploi – Concept du BIT)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Bulgarie	19,7	17,8	13,7	12,0	10,1	9
Hongrie	5,7	5,8	5,9	6,1	7,2	7,9
Pologne	18,2	19,9	19,6	19,0	17,8	17,5
Roumanie	6,6	8,4	7,0	8,0	7,2	7
Slovaquie	19,2	18,5	17,4	18,1	16,2	14,5
Slovénie	6,4	6,4	6,7	6,3	6,6	6,5
Rép. tchèque	8,1	7,3	7,8	8,3	8,0	7,5
Estonie	12,6	10,3	10,0	9,6	7,9	6,2**
Lettonie	13,1	12,0	10,6	10,4	8,7	8
Lituanie	17,4	13,8	12,4	11,4	8,3	7
Croatie	15,9	14,8	14,3	13,8	12,7	12,5
Serbie*	25,5	27,6	30,3	31,7	—	—
Russie	9,1	8,1	8,6	8,2	7,6	7,5
Ukraine	10,9	9,6	9,1	8,6	7,2	6,8

Sources : WIIW ; * : BERD : taux de chômage en fin de mois ; ** : premier semestre (Office statistique estonien) ; (e) : estimation ; (p) : prévision

L'alternance politique sous le signe du populisme en Europe centrale

par Jacques Rupnik

En un an les élections dans les quatre pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) ont bouleversé le paysage politique de l'Europe centrale. Annoncée en Pologne en octobre 2005 par la victoire aux législatives et aux présidentielles du parti Droit et justice (PiS) des frères Kaczynski, l'alternance s'est poursuivie en juin 2006 en République tchèque par celle du parti démocratique civique (ODS), qui a obtenu 35 % des voix, et en Slovaquie par celle du parti Smer (Direction) de Robert Fico (près de 30 % des suffrages). Seule la Hongrie a réélu en mai le gouvernement des socialistes alliés aux libéraux sous la direction de Ferenc Gyurcsany, avant de connaître en septembre-octobre un troisième tour dans la rue, provoqué par un aveu de mensonge du Premier ministre sur l'état de l'économie et des finances publiques¹. Si l'on ajoute à cela la présence en Bulgarie de Volen Siderov, du parti ultranationaliste Ataka, au second tour de la présidentielle en octobre 2006, on découvre une situation nouvelle et à bien des égards préoccupante de la démocratie en Europe du Centre-Est.

Les populistes de droite en Pologne et de gauche en Slovaquie dirigent maintenant des gouvernements alliés à des partis nationalistes extrémistes et europhobes. A Budapest, le principal parti d'opposition, le Fidesz, a appelé ses supporters à manifester devant le Parlement afin d'obtenir la démission du gouvernement, le jour même où ce Parlement venait de confirmer par un vote de confiance le résultat des élections de mai dernier. A Prague, un gouvernement minoritaire de droite, qui après six mois de querelles et de mobilisation contre la « menace communiste » n'a pas obtenu la confiance du Parlement, mène une purge à grande échelle de la haute administration. Enfin, l'annonce de l'entrée des Bulgares dans l'Union européenne a transformé la campagne présidentielle en une confrontation entre un ex-communiste qui se dit pro-européen et un proto-fasciste qui déclare détester les Turcs, les Tziganes et les Juifs. Quelles sont les raisons et les implications de cette montée des populismes ?

La première observation concerne évidemment l'instabilité politique et l'imprévisibilité des acteurs dans la plupart des pays de la région. Plus inquiétante peut-être est l'érosion de la confiance dans les institutions démocratiques. Selon un récent sondage de Gallup International, les citoyens d'Europe centrale se révèlent être les plus sceptiques quant à l'état de la démocratie : ils ne sont qu'un tiers environ à avoir confiance dans le processus démocratique.

Une caractéristique de ces mouvements populistes tient à ce qu'ils ne sont pas antidémocratiques, mais antilibéraux. Si la démocratie signifie la légitimité populaire et le constitutionnalisme (la séparation des pouvoirs), les populistes acceptent la première et rejettent le second, et plus précisément l'idée que les normes constitutionnelles et la démocratie représentative priment sur les valeurs et les griefs « légitimes » du peuple. La version polonaise de la « politique des valeurs » est à l'évidence fondée sur l'hypothèse que quand on touche à des questions comme l'avortement, l'homosexualité ou la peine capitale, un « ordre moral » fondé sur la religion doit prévaloir sur les libertés garanties par un libéralisme laxiste. Interrogé sur son intention de retirer le darwinisme du programme des lycées, le ministre polonais de l'Education a répondu que « nous nous sommes assez longtemps passés de tolérance. Et nous allons nous en passer aujourd'hui aussi ». En Slovaquie, la réaction antilibérale s'applique aussi aux minorités nationales. Si dans la pratique il n'y a eu aucun

¹ Le déficit est à 10 % du PNB, ce qui compromet les perspectives d'entrée dans l'Euro et a provoqué une baisse de la note de Standard & Poor's, qui est

o passée de A- à BBB+ (*Le Monde*, 20 juin 2006). Le Premier ministre a voulu justifier le revirement de sa politique économique au lendemain des élections en admettant, lors d'une réunion du Parti socialiste, qu'il avait systématiquement menti sur l'état de l'économie pendant la campagne électorale.

changement significatif, le discours tenu n'est plus le même : Jan Slota, le chef du Parti national slovaque, aurait dit qu'il enviait les Tchèques d'avoir expulsé les Allemands, et que cela ne le gênerait pas d'offrir un aller-simple pour Mars à Béla Bugár, le chef de la minorité hongroise. La légitimation du discours xénophobe est un des traits caractéristiques de l'attaque portée contre le libéralisme politique.

Les pays du groupe de Visegrad ne font plus grand chose ensemble, mais ont en commun une polarisation politique intérieure aiguë. C'est ici que la culture politique communiste a laissé l'empreinte la plus flagrante : il ne s'agit pas de se confronter à un adversaire politique avec qui se disputer ou négocier, mais à un ennemi qu'il faut détruire.

Le tournant antilibéral a aussi un aspect socio-économique. Après quinze ans d'économie de marché, les populistes de Varsovie, Bratislava ou Budapest prônent le retour de l'Etat. En fait, ils annoncent le retour de la question sociale. Les perdants de la transition ne peuvent pas vraiment s'enthousiasmer pour les mérites de la *flat tax* ou la rhétorique des « nouveaux tigres des Tatras », un des slogans préférés de l'ancien gouvernement slovaque. Depuis quinze ans, les partis socialistes ont soutenu les politiques économiques libérales : il n'est donc pas surprenant que la question sociale revienne à droite (Kaczyński ou Orban), avec un arrière-fond nationaliste et protectionniste. Les populistes ont détruit le mythe de la nouvelle Europe libérale.

La deuxième caractéristique de la vague populiste est-européenne est sa remise en cause du consensus qui avait uni les élites depuis 1990. Les gouvernements vont et viennent, mais ils ont dans l'ensemble mené des politiques intérieures favorables à l'économie de marché et une politique extérieure tournée vers l'Otan et l'Union européenne. Le défi populiste à la modernisation conduite par les élites politiques et technocratiques dans les années 1990 a pris deux formes : un tournant anticorruption, d'une part, et d'autre part comme une « décommunisation »². On trouve en Pologne une intéressante combinaison des deux, avec la dénonciation du « péché originel » du compromis de 1989 entre les élites dissidentes modérées et les élites communistes modérées, qui avait permis une transition en douceur. Cette « faute morale et politique » aurait permis aux ex-communistes de convertir leur pouvoir politique en pouvoir économique et aurait fait le lit de la corruption qui a accompagné le processus de privatisation. D'où la nécessité d'une attaque sur les deux fronts : la lutte contre la corruption et la décommunisation, qui est un leitmotiv des jumeaux Kaczyński, d'Orban, et dans une certaine mesure du parti de droite (ODS) qui est aux affaires à Prague.

Troisième caractéristique de cette vague populiste, la réticence ou l'opposition absolue à l'intégration européenne. Les coalitions pro-européennes se sont épuisées et désintégrées dans les retombées immédiates de l'élargissement. De façon significative, les Premiers ministres polonais, tchèques et hongrois ont dû démissionner en 2004 dans les jours ou les semaines qui ont suivi la réalisation de la tâche « historique » du « retour en Europe ». Les nationalistes populistes se présentent comme les seuls défenseurs de l'identité et de la souveraineté nationale contre les « menaces externes », comme le dit Kaczyński, qui ne manque jamais une occasion de souligner que la Pologne n'est dans l'Union européenne que pour défendre ses intérêts légitimes. L'UE est la cible parfaite, puisque ce projet libéral, élitiste et supranational représente une combinaison de la plupart des griefs mentionnés.

Un constat s'impose : l'hypothèse selon laquelle l'élargissement contribue à stabiliser le système politique des nouvelles démocraties ne semble donc fonctionner que pour la phase qui précède l'intégration. Une fois l'Union rejointe, la posture dominante semble être quelque chose comme « maintenant nous pouvons leur montrer qui nous sommes vraiment ». Dans certains cas on perçoit une étrange satisfaction à rallier l'Europe pour s'opposer à ceux qui pendant un demi-siècle l'ont construite « sans nous », ont parlé de l'Europe ou en son nom « sans nous prendre en compte ». Fatigués d'être les élèves de l'Europe, les populistes nationalistes à l'est du continent semblent avoir

² Cf. Alexander Smolar, « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », in *Pouvoirs*, n° 118, 2006, pp. 101-112 (numéro spécial consacré à la Pologne).

depuis longtemps envie de dire quelle sorte d'Europe ils avaient eux-mêmes en tête, une « Europe d'Etats-nations souverains », une « Europe chrétienne » opposée à sa version matérialiste, décadente, laxiste et supranationale.

Quel peut être l'impact de cette poussée populiste sur l'Union européenne ? La première conséquence, et la plus immédiate, est qu'elle n'aidera guère à promouvoir de nouveaux élargissements, à l'heure où ceux-ci ne sont pas particulièrement populaires, notamment au sein des Etats fondateurs de l'Union. On ne peut, comme le font quotidiennement Kaczynski ou Klaus, décrire l'UE comme une menace et demander en même temps que les avantages de l'adhésion soient étendus à l'Est à une longue liste de candidats potentiels commençant par l'Ukraine et allant jusqu'au Caucase. Il est problématique d'affirmer, comme l'a fait le président roumain, que sa priorité numéro un est l'« axe stratégique » Washington-Londres-Bucarest et d'annoncer, avant même d'avoir rejoint l'Union, que la Moldavie et les pays de la mer Noire doivent en devenir membres eux aussi.

La deuxième implication tient en ce que les populistes de l'Est ne menacent pas l'Union d'une désagrégation proche, mais d'une érosion régulière du lien politique entre les membres. Les populistes est-européens ne semblent pas apprécier le fait que les avantages considérables que leurs pays tirent de l'adhésion dépendent de l'existence d'un lien politique fort. Si des populistes obsédés par la défense exclusive de leurs « intérêts nationaux » devaient acquérir durablement des positions dominantes, ils pourraient bien affaiblir la volonté de poursuivre et développer des politiques communes, voire encourager des renationalisations qui ne seraient précisément pas dans l'« intérêt national » des nouveaux Etats-membres.

Il y a cependant deux raisons au moins de considérer cette situation comme préoccupante sans pour autant sombrer dans le catastrophisme. La première est que le populisme est soumis à des cycles. Les populistes parviennent au pouvoir sur une vague anticorruption, pour « nettoyer la maison » ; mais dès qu'ils s'installent dans la maison, ils risquent d'être identifiés aux pratiques qu'ils ont dénoncées. La suite de l'histoire (comme on le voit en Pologne) est alors le clientélisme et l'appropriation de l'Etat par les partis au pouvoir, plutôt qu'une poursuite de la radicalisation.

La deuxième raison concerne l'efficacité de la contrainte européenne. Le consensus européen de la dernière décennie a parfois été accusé de vider de sa substance la concurrence politique dans les pays candidats, et de contribuer ainsi au contrecoup populiste qui a fait de l'Europe un bouc émissaire. Mais l'Union européenne peut aussi devenir une contrainte pour les populistes comme l'ont amplement démontré les exemples antérieurs : autrichien (Haider), italien (Bossi), belge (Vlamsblok), hollandais (Pym Fortuyn) ou danois (Rasmusen). Le populisme centre-est européen sera-t-il soluble dans l'Europe ?

Première partie

Les nouveaux membres de l'Union européenne

I. – Evolution macroéconomique

La croissance estonienne a rejoint de nouveaux sommets en 2005, s'établissant à 9,8 %. Elle devrait continuer en 2006 pour atteindre près de 12 %. En 2005, la forte croissance économique a été tirée par une hausse rapide de la demande externe (avec des exportations en progression de près de 30 %) comme de la demande interne. Les secteurs de l'intermédiation financière (+ 30 %), de l'hôtellerie restauration (+ 20 %) et le commerce de gros et de détail (+ 13 %), ont connu le développement le plus rapide. L'année 2006 a débuté avec un niveau de croissance encore plus élevé, à 11,7 %, soit le plus haut atteint par le pays, et la meilleure performance de l'Union européenne. Durant cette période, les exportations ont crû de près de 30 %, la consommation privée de 15 % et la formation brute de capital fixe de 10 %.

La demande interne est stimulée par la baisse régulière du taux de chômage, qui est désormais proche de 6 % de la population active. Dans le même temps, le salaire moyen continue sa forte progression et a atteint 609 euros en juillet 2006, soit une augmentation de plus de 10 % en glissement annuel. Le système bancaire alimente également la demande interne avec une hausse des crédits au secteur privé supérieure à 30 % au premier semestre 2006 en glissement annuel. Le rattrapage de l'économie estonienne surpasse ainsi les meilleures prévisions. Après avoir dépassé ses voisins baltes, la Pologne puis la Slovaquie, l'Estonie devrait rattraper la Hongrie dès 2006 en termes de PIB par habitant.

Cette évolution favorable s'inscrit dans le cadre de finances publiques saines, avec une dette publique toujours inférieure à 10 % du PIB et un solde budgétaire qui devrait être en surplus pour la sixième année consécutive. L'environnement des affaires semble également sain puisque l'Estonie est désormais classée au vingt-quatrième rang du classement de Transparency International sur la perception de la corruption. Il s'agit de la meilleure place parmi les nouveaux Etats membres de l'UE et d'un niveau comparable à celui des Etats-Unis (qui est vingtième).

La surchauffe actuelle de l'économie estonienne entraîne cependant certains déséquilibres. Après avoir marqué un léger recul en 2005, le déficit de la balance courante est reparti à la hausse au premier semestre de 2006 et dépasse à nouveau 12 % du PIB. Cette évolution s'explique surtout par une forte croissance des importations, en provenance de Finlande notamment. Un autre déséquilibre est lié à la pénurie croissante de main d'œuvre, notamment dans les secteurs de la construction et du commerce. Enfin, l'inflation reste relativement élevée, à 3,8 % en septembre 2006.

Ce dernier déséquilibre est le plus problématique pour les autorités puisqu'il les a obligées à revoir les perspectives d'entrée dans la zone euro. Initialement fixée au 1^{er} janvier 2007, l'échéance a été repoussée par le gouvernement à 2008, alors que la Banque centrale estime désormais qu'il sera difficile de respecter le critère d'inflation avant 2010. Cette évolution rejoint le sentiment majoritaire de la population, opposée au passage à l'euro.

II. – Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1. – COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Le secteur des transports a notamment été marqué par l'acquisition par la société mari-

time Tallink en juin 2006 de la société finlandaise Silja Line pour plus de 500 millions d'euros. Il s'agit du plus important investissement balte, qui a permis la création d'une

compagnie maritime majeure en Europe et de la plus importante société estonienne.

En outre, l'Etat a décidé en octobre de nationaliser la principale société ferroviaire du pays, Eesti Raudtee, pour plus de 150 millions d'euros. Cela fait suite aux défaillances de la société gérante et à l'absence de repreneur satisfaisant pour cette société stratégique qui exploite la principale voie de transit commercial entre l'Estonie et la Russie.

Le secteur du transit continue d'ailleurs son développement. Le port de Tallinn domine toujours ses voisins baltes et se place à la troisième place de la Baltique avec 12 % du fret total, résistant à la montée en puissance de ses concurrents russes. Afin de consolider sa position, plus de 300 millions d'euros d'investissements sont prévus dans les cinq prochaines années. Toutefois, si le fret total a progressé de 10 % lors des dix premiers mois de 2006, le transit de pétrole brut a chuté de 90 %.

D'autres investissements portuaires d'importance sont en cours, comme la construction d'un terminal pour les produits chimiques liquides dans le port de Sillamae dans le nord-est du pays pour près de 50 millions d'euros. Ce même port est en passe de devenir une plaque tournante pour la livraison de voitures en provenance d'Europe et à destination du marché russe.

Dans le secteur de l'énergie, le câble sous-marin Estlink entre la Finlande et l'Estonie est en passe d'être achevé. Il permettra la connexion des systèmes électriques baltes au système nordique.

La compagnie Eesti Energia a acquis la société nordique Solidius à l'automne 2006. Cette première acquisition hors d'Estonie lui permettra d'étendre son activité, en Finlande notamment. La société a aussi annoncé son projet de porter la production de schiste bitumeux, combustible abondant en Estonie, à 500 000 tonnes d'ici 2010, contre 130 000 actuellement.

Le secteur du textile continue son développement, notamment vers l'Est. La principale société estonienne, Baltika, a ainsi vu ses ventes en Russie augmenter de 90 % en glissement annuel en octobre 2006. De même, la l'estonienne Silvano a annoncé son intention d'accroître son contrôle sur la société biélorusse Milavitsa qui réalise un chiffre d'affaire de plus de 50 millions d'euros dans la CEI.

Dans le secteur des technologies nouvelles, le parc technologique Technopol de Tallinn

prévoit une expansion majeure d'ici 2015 afin de devenir un leader en Europe orientale grâce à un investissement de 150 millions d'euros.

Enfin, l'industrie du jeu connaît un succès réel avec, en particulier, la société Olympic Casino, récemment cotée en bourse. Sa capitalisation dépassait 200 millions d'euros en octobre 2006. Elle détient déjà soixante-quatorze casinos dans les Etats baltes, en Ukraine et en Biélorussie et projette d'acquérir le troisième opérateur de casinos polonais. Cette expansion rapide lui permet d'envisager de devenir la principale entreprise du secteur en Europe centrale et orientale.

Si l'agriculture n'occupe plus qu'une part marginale dans la production estonienne avec moins de 3 % du PIB et moins de 5 % de la population active, la part de la production de lait représente près du tiers de la production agricole, soit l'un des niveaux les plus élevés d'Europe. D'importants investissements ont été réalisés et les exportations de produits laitiers comptent à présent pour un quart des exportations de produits agricoles transformés. Il faut enfin signaler qu'à la suite d'opérations spéculatives sur le sucre avant l'entrée dans l'UE en 2004, la Commission européenne a condamné l'Estonie à une amende de 45 millions d'euros à l'automne 2006.

2.- UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

L'Estonie est l'Etat membre qui bénéficie du niveau de transferts européens par habitant le plus élevé. La stratégie d'utilisation de ces fonds par le gouvernement vise essentiellement à améliorer les infrastructures et à développer l'activité économique par une réduction et une simplification de la fiscalité.

En ce qui concerne les infrastructures, outre une rénovation accélérée du réseau routier local, des ports et des aéroports régionaux, un projet de ligne ferroviaire à grande vitesse entre Varsovie et Tallinn (Rail Baltica) a été inclus dans les projets d'infrastructures de transport prioritaires de l'UE et devrait être achevé d'ici 2015. En outre, la création d'un tunnel ferroviaire entre Helsinki et Tallinn est actuellement à l'étude. L'utilisation des fonds est également tournée vers la recherche et le développement. Les autorités ont l'intention de faire passer l'effort de recherche de 1,2 % du PIB en 2005 à 1,7 % en 2009. La Cour des comptes estonienne a rendu un rapport en

mars 2006 sur les modalités de la distribution des fonds communautaires. Elle a conclu à la nécessité de renforcer les mécanismes d'accréditation et de contrôle des agences qui en ont la charge. Le mois suivant, Transparency International a remis un rapport relatif à l'utilisation transparente des fonds communautaires en Estonie visant à réduire l'arbitraire et la politisation dans la répartition des fonds.

Au niveau fiscal, le taux d'imposition sur le revenu, que l'Estonie a été le premier pays à rendre unique dès 1994, déjà ramené de 26 % à 23 % depuis le début 2006, va être progressivement réduit à 20 % d'ici 2009, au rythme d'un point de pourcentage par an. La pression fiscale est de 33,2 % du PIB en 2006 et devrait baisser d'ici 2010 pour atteindre 31,6 % du PIB. La bonne situation budgétaire permet également au gouvernement estonien de reporter la hausse prévue des droits d'accises au début de 2008. Dans le même temps, les gains tirés de la croissance et de la réallocation des ressources permise par les fonds européens favorisent l'abondement d'une réserve de stabilisation dont la valeur, en hausse de près de 10 % en glissement annuel, s'établissait à 380 millions d'euros en septembre 2006.

3.- SITUATION SOCIALE

En 2006, l'Estonie a continué à perdre des places dans le classement de l'indicateur de développement humain des Nations unies. A présent quarantième, elle est talonnée par ses voisins baltes. Ce recul est d'autant plus surprenant que la croissance économique du pays a été l'une des plus forte d'Europe dans les dernières années. Différents indicateurs permettent d'évaluer l'ampleur des difficultés. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance était de 66 ans pour les hommes en 2004, soit la plus mauvaise performance de l'UE à 25. Le taux de mortalité des adultes entre 15 et 60 ans est

également l'un des plus élevés d'Europe, supérieur aux niveaux rencontrés en Azerbaïdjan ou au Tadjikistan. Représentant 5,3 % du PIB en 2003, les dépenses de santé, publique et privée confondues, sont les plus faibles de l'UE à 25. Avec un niveau de 1,3 %, la prévalence du virus du sida dans la population adulte est la plus élevée de l'Union et l'Estonie figure également parmi les pays européens où les décès liés au suicide et à l'usage de drogues sont les plus nombreux.

Si le salaire minimum estonien n'est pas le plus bas de ceux constatés dans l'UE, il est en revanche le plus faible ramené au salaire moyen, puisqu'il en représente moins d'un tiers. A titre de comparaison, le salaire minimum slovène correspond à près de la moitié du salaire moyen.

Il faut cependant modérer cette situation au regard du sentiment de la population. Ainsi, selon un sondage réalisé à l'automne 2006 sur la population résidant en Estonie, seules 6 % des personnes interrogées considèrent que les changements des quinze dernières années n'ont pas été satisfaisants.

Par ailleurs, après une forte baisse du nombre des naissances, le taux de fertilité estonien est désormais un des plus élevés des nouveaux Etats membres et, pour la première fois depuis le retour à l'indépendance, le nombre de naissance a excédé le nombre de décès en juillet 2006. Enfin, le nombre d'Estoniens immigrant vers l'Union européenne est faible au regard de la situation lettone et lituanienne. Et malgré la proximité géographique et linguistique et les différences de salaires, ils sont moins de 15 000 à travailler en Finlande, principale destination des migrants.

Estonie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
PIB	6,4	7,2	6,7	7,8	9,8	11,8*
Production industrielle	8,9	8,2	10,9	10,5	9,1	9,0
Formation brute de capital fixe	13,0	17,2	8,5	6,0	13,9	10(S1)**
Prix à la consommation	5,8	3,6	1,3	3,0	4,1	3,8(09.06)**
Salaire réel moyen brut	6,1	7,6	9,4	8,4	10,1	9,7(S1)**
Solde des administrations publiques	0,3	1	2,4	1,5	1,6	1,4
Taux de chômage (% de la pop. active) moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	12,6	10,3	10,0	9,6	7,9	6,2(S1)**

Sources : WIIW sauf * : Banque d'Estonie et ** : Office statistique estonien

S1 : 1^{er} semestre

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportations de marchandises	4,1	-1,0	9,9	19,1	29,9	26,9 (T1)
Importations de marchandises	4,3	5,4	12,5	17,3	21,8	31,5 (T1)
Balance commerciale (en % PIB)**	-14,0	-17,4	-21,0	-21,4	-18,7	-
Balance courante (en % PIB)	-5,6	-11,3	-12,1	-12,7	-10,5	-
Réserves de la Banque centrale, or exclu (milliards d'euros)	0,9	1,0	1,1	1,3	1,6	-
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	3,7	4,5	5,6	7,3	9,5	-

Sources : WIIW sauf * : Office statistique estonien

T1 : 1^{er} trimestre

(e) : estimation ; (p) : prévision

I. – Evolution macroéconomique

L'économie hongroise a affiché un taux de croissance de 4,1 % pour l'ensemble de l'année 2005, contre 5,2 % pour 2004. Cette croissance a été tirée par les exportations de biens et services (10,8 %) et les investissements (6,6 %), avec une consommation privée restant modérée. Le secteur du bâtiment (construction d'autoroutes notamment), avec une hausse en termes réels de 14,3 %, y a fortement contribué. Durant le premier trimestre de 2006, la croissance s'est poursuivie, au rythme de 4,6 %, tirée par les exportations (+18,1 % en volume) et par les investissements (+9,7 %). La production industrielle a enregistré une hausse de 12,9 %, et le secteur du bâtiment de 7,9 %. Ces évolutions, ainsi que les prévisions favorables concernant la croissance de l'économie allemande, font attendre une croissance respectable du PIB qui resterait de l'ordre de 4 % en 2006. Ce n'est qu'en 2007 que l'impact des mesures du programme « Nouvel équilibre » (*cf. infra*) devrait se faire sentir, entraînant une décélération de près de 2 %. Elle devrait s'accélérer à nouveau en 2009, retrouvant un taux proche de celui de l'année 2006.

En raison de la progression des exportations, plus rapide que celle des importations, le déficit commercial s'est réduit en 2005 de 37 % par rapport à 2004. Le mouvement s'est poursuivi au cours des premiers mois de 2006. Cette amélioration de la balance commerciale s'est reflétée sur la balance des transactions courantes, mais, du fait d'une hausse des profits rapatriés des entreprises étrangères et de celle du service de la dette extérieure, le déficit de celle-ci n'a été réduit que d'environ 450 millions d'euros par rapport à l'année précédente, étant ramené de 8,6 % du PIB à 7,4 %. En 2005, environ 57 % de ce déficit a été financé par les investissements directs étrangers (financement non créateur de dette), dont le chiffre particulièrement élevé (profits réinvestis inclus) de 5,2 milliards d'euros est surtout dû à la vente de 75 % (moins une action) de l'aéroport de Budapest, en décembre 2005, au BAA (British Airport Authority), pour environ 1,8 milliard d'euros. Par ailleurs, les investissements directs hongrois à l'étranger (profits réinvestis inclus) ont augmenté en 2005, se chiffrant à 1,2 milliard d'euros contre 824 millions en 2004. Quant à la dette extérieure brute du pays, elle a atteint, à la fin de 2005, d'après les données de la Banque centrale, 66 milliards d'euros (contre 55 milliards l'année précédente), soit une hausse de 20 %.

En 2005, le déficit des finances publiques s'est creusé pour atteindre 6,1 % du PIB (5,4 % en 2004). C'est la quatrième année consécutive que l'objectif fixé initialement pour ce déficit n'a pas été atteint. En décembre 2005, la Hongrie a présenté son Programme de convergence actualisé portant sur la période 2005-2008 à l'Union européenne, qui ne l'a pas accepté et a demandé à la Hongrie de préciser comment elle envisageait de faire passer progressivement le déficit budgétaire de 6,1 % du PIB en 2005 à 1,9 % en 2008, et de lui soumettre, le 1^{er} septembre 2006 au plus tard, un document révisé. De fait, pour la période janvier-avril 2006, le déficit des finances publiques a atteint presque 60 % du montant planifié pour l'ensemble de l'année. Au début du mois de juin, le Premier ministre a reconnu qu'en l'absence de mesures correctives, le déficit atteindrait, en 2006, 9,5 % du PIB, et que même si de telles mesures étaient appliquées, il demeurerait de l'ordre de 8 % du PIB, ce qui était en contradiction avec les déclarations antérieures du gouvernement (émises à la veille des élections législatives du printemps 2006), beaucoup plus favorables. On sait que ces contradictions, reconnues par le Premier ministre, ont entraîné ultérieurement des troubles dans le pays. Le 10 juin 2006, il avait présenté les mesures correctives qu'il avait évoquées sous la forme d'un programme 2006-2008, baptisé Nouvel équilibre, qui visait à ramener le déficit budgétaire de 8 % du PIB en 2006 à environ 5 % en 2007 et, finalement, un peu en dessous de 3 % en 2008. On notera que le Programme de convergence révisé, soumis à l'UE le 1^{er} septembre 2006 et qui a été approuvé par la Commission, contient des chiffres différents : en partant d'un déficit de 10,1 % du PIB en 2006, il prévoit sa

réduction à 6,8 % en 2007, 4,3 % en 2008 et 3,2 % en 2009, la correction relative aux fonds de pension étant exclue de ces calculs. Cependant, à cause de la hausse rapide de la dette publique qui s'est produite ces dernières années, le ratio dette publique/PIB resterait plus élevé en 2009 (70,4 %) que celui qui est prévu par les critères de Maastricht, ce qui pourrait contribuer à repousser l'horizon de l'adoption de l'euro à 2012-2014. De fait, en dépit des affirmations du Premier ministre datant du mois de juin, selon lesquelles le meilleur moment pour l'adoption de l'euro serait le second semestre de 2010 ou le premier semestre de l'année 2011, le Programme de convergence révisé ne mentionne pour cette adoption que la période 2011-2013.

En 2005, l'emploi a reculé de 1,3 % dans le secteur public et a augmenté de 0,2 % dans le secteur privé, soit au total un très léger recul de 0,1 %, selon les données de l'Office central de statistiques (KSH), beaucoup moins prononcé que celui qui, selon les enquêtes-emploi, avait été enregistré en 2004. Mais, toujours selon ces enquêtes, le taux de chômage poursuit sa progression, passant de 6,1 % en 2004 à 7,2 % en 2005. Au cours de la période mai-juillet 2006, il est chiffré à 7,3 %. Pour l'ensemble de l'année 2006, une nouvelle progression à 7,9 % est attendue.

Le salaire moyen mensuel brut continue d'augmenter rapidement et a enregistré, en 2005, une hausse de 12,8 % dans le secteur public, 6,9 % dans le secteur privé, soit 8,8 % dans l'ensemble de l'économie, son montant calculé en euros s'élevant respectivement à 735, 599 et 638 euros. Pour sa part, le salaire réel moyen net a augmenté de 6,2 %. Au cours du premier semestre de 2006, la hausse des salaires s'est poursuivie, mais à un rythme un peu inférieur : 7,2 % pour l'ensemble de l'économie (contre 10,9 % durant la même période de 2005) en ce qui concerne le salaire brut nominal ; 6,5 % (contre 18 % en 2005) dans le secteur public, tandis qu'elle a été plus élevée dans le privé (7,8 %) qu'en 2005, poussée notamment par la revalorisation du salaire minimum de 9 %.

En 2005, l'inflation s'est fortement ralentie et a été ramenée à 3,6 % contre 6,8 % en 2004. Elle a été alimentée par l'augmentation des prix de l'énergie (6,2 %) et des services (5,5 %), les prix des produits alimentaires n'ayant augmenté que de 2,5 % et les prix des biens de consommation durables ayant reculé de 2,3 %. Durant les premiers mois de 2006, la désinflation s'est poursuivie, aidée par la baisse du taux standard de la TVA de 25 à 20 % le 1^{er} janvier. Pour la période janvier-juillet 2006, la hausse des prix à la consommation s'est ainsi chiffrée à 2,6 % seulement en glissement. Néanmoins, si l'on prend en compte les mesures gouvernementales annoncées en juin, l'inflation calculée pour l'ensemble de 2006 devrait rester du même ordre qu'en 2005, soit dans une fourchette de 3,5 % à 3,8 % selon que l'on retient les prévisions du gouvernement ou celles de la Banque centrale. Elle s'accélérerait momentanément et fortement en 2007 (pour atteindre 6 à 7 %), avant d'être ramenée aux alentours de 4 % en 2008.

II.– Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.– COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Rappelons d'abord que le gouvernement hongrois a pris dans le passé des mesures d'ordre fiscal pour aider les entreprises à affronter la concurrence dans l'UE. C'est ainsi que le taux de l'impôt sur les sociétés de 18 %, qui était déjà l'un des plus faibles de la zone OCDE, a été encore abaissé à 16 % en 2004. En outre, depuis 2003, les petites entreprises ont la possibilité d'opter pour un nouveau système de taxation simplifiée (connu sous le nom de EVA), unifié au taux de 15 %, applicable jusqu'à un revenu brut annuel de

25 millions de forints (au lieu de 15 millions initialement) et remplaçant la plupart des autres taxes (TVA, taxe sur les véhicules, impôt sur les sociétés, taxe sur les dividendes). De fait, on constate que depuis 2003, la croissance de la production industrielle s'est nettement accélérée, passant d'un peu plus de 3 % en moyenne en 2001 et 2002 à plus de 7 % en 2004 et 2005 et s'approchant de 10 % en 2006. On retrouve cette accélération au niveau des exportations de marchandises dont la croissance est à deux chiffres depuis 2004 et devrait être de l'ordre de 15 % en 2006.

Cependant les mesures prises dans le cadre

du programme Nouvel équilibre pour remédier au déficit des finances publiques pourraient contrarier cette évolution. L'introduction d'une taxe de solidarité de 4 %, en septembre 2006, a déjà porté le taux de l'impôt sur les sociétés à 20 % *de facto*. Quant au taux unifié pour les petites entreprises, il est passé depuis le 1^{er} octobre 2006 à 25 %, ce qui ne peut que se répercuter négativement sur ce secteur majoritairement constitué de firmes nationales moins compétitives que les grandes entreprises, dans lesquelles prédominent les capitaux étrangers et qui sont les principaux exportateurs.

Durant la deuxième année au sein de la famille européenne, la structure des échanges extérieurs de la Hongrie a continué de changer en faveur des nouveaux Etats membres de l'Union (NEM) et des pays extérieurs à l'UE, aussi bien en ce qui concerne les exportations que les importations. C'est ainsi que les exportations hongroises vers les NEM ont fortement augmenté (de 40 %) entre 2004 et 2005, leur part dans les exportations totales passant de 8 % à 11 % et que, dans le même temps, celle des exportations vers les pays tiers est passée de 21 à 24 %, alors que la part des exportations vers l'UE à 15 (qui avaient presque stagné) s'abaissait de 71 à 65 %. L'on retrouve les mêmes tendances concernant les importations hongroises.

Par ailleurs, le morcellement des terres agricoles est aujourd'hui un réel handicap pour la compétitivité de l'agriculture. En effet, seize ans après le changement de régime, les structures agricoles ne sont pas sorties d'un modèle bicéphale : d'une part, un nombre important de petites exploitations individuelles, essentiellement tournées vers l'autoconsommation, et, de l'autre, de grandes structures en forme de sociétés, héritage des anciennes fermes d'Etat. Sur un total de 715 000 exploitations agricoles, 707 000 sont de petites exploitations qui cultivent 3,4 hectares en moyenne (et dont 75 % en cultivent moins d'1) mais valorisent au total deux cinquièmes du territoire, et les 8 000 autres cultivent près de 500 hectares en moyenne. Créé en 2002, le Fonds foncier national (FFN), un établissement public chargé de restructurer le foncier agricole, a commencé par acquérir les terres en viager auprès des personnes âgées. Pour la première fois depuis sa création, il devrait commencer à rétrocéder des terres afin de favoriser l'agrandissement des exploitations les

plus petites. De plus, les agriculteurs désireux d'acquérir des terres en vue d'agrandir leurs exploitations ont, depuis le 1^{er} décembre 2005, la possibilité de bénéficier de prêts bonifiés, dans une limite de 300 hectares par exploitation.

2.- LE PROGRAMME NOUVEL ÉQUILIBRE

Les précédents gouvernements avaient mis la priorité, depuis la fin des années 1990, sur le rattrapage des retards concernant le niveau de vie (en particulier des salariés du secteur public et des plus défavorisés), les infrastructures et l'aménagement du territoire. Mais ce faisant, le déséquilibre des finances publiques s'est creusé, atteignant des montants d'autant plus difficilement supportables que la Hongrie était entrée dans l'UE et tenue de respecter les critères que l'on sait. Une action correctrice était dès lors inévitable.

Le gouvernement socialiste-libéral réélu en avril 2006 (second gouvernement Gyurcsany) envisage donc des réformes ambitieuses : de l'Etat, de la santé, de l'éducation, de la fiscalité... Les plus urgentes sont celles qui visent à consolider les finances publiques en vue de réduire un déficit budgétaire qui est le plus élevé de ceux des pays membres de l'UE, et d'ouvrir ainsi la voie de l'euro à la Hongrie. Le programme gouvernemental 2006-2008, présenté en juin 2006 et baptisé Nouvel équilibre, prévoit donc des mesures concrètes en ce sens. Il est principalement focalisé sur la réforme fiscale, ainsi que sur celle de l'administration centrale et des collectivités locales.

Le second gouvernement Gyurcsany a commencé les réformes en œuvrant dans ses propres rangs. Le nombre de ministères a été d'emblée réduit de quatorze à onze (et le nombre de ministres de dix-sept à douze) et le nouveau gouvernement sera aidé par trois nouveaux organismes placés sous l'autorité directe du Premier ministre : la Commission de la réforme de l'Etat, l'Agence nationale de développement (pour la répartition des fonds communautaires) et le Comité de gestion de l'Etat. Le gouvernement envisage aussi de réduire la taille du Parlement de 386 à 298 députés (ou à 200 selon le souhait du premier parti d'opposition, la FIDESz) ; de remplacer les dix-neuf départements actuels par sept régions décentralisées dotées d'instances élues et de compétences propres ; de réduire le nombre de

conseillers municipaux des 3 168 communes que compte le pays. Le vote de ces changements par le Parlement requérant la majorité des deux tiers, exige une coopération de la part de l'opposition qui ne sera pas aisée à obtenir.

Le programme Nouvel équilibre prévoit aussi une réduction des effectifs dans l'administration centrale de l'ordre de 50 000 personnes (dont 1 400 en 2006). Quant à la réforme fiscale, dont certaines mesures prendront effet en 2006 tandis que d'autres ne seront effectives qu'à partir de janvier 2007 ou même plus tard, elle touche aussi bien le système productif et financier du pays que la population (la catégorie des plus riches devant supporter un fardeau plus lourd). Elle inclut une « taxe de solidarité » de 4 %, levée dès septembre 2006 sur les sociétés et en janvier 2007 sur les individus ayant un revenu annuel de plus de 6 millions de forints (soit environ 22 000 euros). Le taux de l'impôt simplifié sur les petites entreprises (EVA) est passé de 15 % à 25 % le 1^{er} octobre 2006. Le taux des cotisations d'assurance-maladie à la charge des salariés a augmenté de 4 % à 6 % en 2006 et devrait passer à 7 % en 2007, et les cotisations payées par les employeurs ne seront pas supprimées en 2007, comme cela avait été planifié. Les revenus en provenance des intérêts et les gains réalisés en bourse (à l'exception de ceux concernant les titres du Trésor public à long terme) sont taxés à un taux de 20 % depuis le 1^{er} septembre 2006. Il faut signaler en outre une hausse du taux préférentiel de la TVA de 15 % à 20 %, ramené au niveau du taux standard dès le 1^{er} septembre 2006, ce qui va pousser à la hausse, notamment, les prix des aliments, du gaz naturel, du chauffage urbain, des équipements médicaux, du transport public, auxquels ce taux est appliqué. Néanmoins, le taux le plus bas (5 %), appliqué aux livres et aux produits pharmaceutiques, reste inchangé.

3.— UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

Rappelons d'abord que l'absorption des fonds structurels et de cohésion par les dix nouveaux Etats membres, pour la période mai 2004-septembre 2006, a dépassé un quart (26,2 %) de l'engagement total de l'UE envers ses nouveaux membres. Pour sa part, la Hongrie a absorbé 959 millions d'euros, c'est-à-dire 32,6 % de ce qui lui était imparti, soit une performance un peu inférieure mais proche de

celle de la Slovaquie, meilleur niveau d'absorption avec un peu plus de 34 %. Au titre de la période allant de 2007 à 2013, l'aide de l'UE sera focalisée sur la croissance et l'emploi. En conséquence, 308 milliards d'euros (aux prix de 2004) sont prévus pour soutenir des programmes régionaux de croissance et stimuler l'emploi dont 81,5 % seront consacrés à l'objectif « convergence » (en faveur des Etats membres et des régions les moins développés), 16 % à l'objectif « compétitivité régionale et emploi » (pour soutenir l'innovation, le développement durable et les projets de formation) et 2,5 % à l'objectif « coopération territoriale européenne » (destiné à soutenir la coopération transfrontalière, internationale et inter-régionale). Dans ce cadre, les allocations financières indicatives pour la Hongrie pour la période 2007-2013 s'élèvent à 22,452 milliards d'euros, dont 20,243 milliards pour l'objectif « convergence », 1,865 pour l'objectif « compétitivité régionale et emploi » et 0,344 pour l'objectif « coopération territoriale européenne ».

4.— SITUATION SOCIALE

Comme les autres nouveaux membres, la Hongrie a connu un creusement des inégalités rapide durant la première moitié des années 1990, qui s'est ralenti par la suite.

Le niveau des inégalités semble inférieur à ce qu'il est en moyenne dans l'Union. En effet, d'après les dernières données harmonisées disponibles d'Eurostat, la valeur du coefficient de Gini (qui vaut 0 si la répartition des revenus est totalement égalitaire et se rapproche de la valeur 1 lorsque les inégalités se creusent), qui est passée de 0,23 à 0,27 de 2001 à 2003, resterait inférieure à la moyenne de l'UE à 25 (0,3). Quant au ratio des quintiles, il serait de 3,3 (ce qui signifie que le quintile supérieur – 20 % – de la population hongroise a reçu une part de la richesse nationale 3,3 fois plus élevée que le quintile inférieur) et, là aussi, inférieur au ratio moyen des quintiles dans l'UE (4,8). Enfin, d'après les données harmonisées d'Eurostat, environ 12 % de la population hongroise vivait en 2003 au-dessous du seuil de pauvreté relative, fixé à 60 % du revenu national équivalent médian après les transferts sociaux, ce qui situe la Hongrie, là encore, en dessous de la moyenne de l'UE (16 %).

Hongrie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variation en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
PIB	4,3	3,8	3,4	5,2	4,1	4
Production industrielle	3,6	2,8	6,4	7,4	7,3	9
Formation brute de capital fixe	6,0	10,2	2,9	8,0	6,6	9
Consommation des ménages	6,1	11,0	8,4	3,6	1,7	1,9
Prix à la consommation	9,2	5,3	4,7	6,8	3,6	3,5
Salaire réel moyen brut	6,4	13,6	9,2	-0,7	6,2	–
Solde des administrations publiques (a)	-3,5	-8,4	-6,4	-5,4	-6,1	-10,1**
Emploi total	0,3	0,1	1,3	-0,5	-0,1*	–
Taux de chômage (% de la pop. active)						
– chômeurs enregistrés en fin d'année	8,0	8,0	8,3	9,1	9,4	9,7
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	5,7	5,8	5,9	6,1	7,2	7,9

Sources : WIIW ; * : KSH ; ** : Programme de convergence

(a) : après les corrections relatives aux fonds de pension

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves, endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportation de biens et services (var %) (a)	8,0	3,9	6,1	15,8	10,8	12,5
Importation de biens et services (var %) (a)	5,2	6,6	9,3	13,5	6,5	12
Balance commerciale (millions d'euros)	-2496	-2203	-2898	-2453	-1610	-1300
Balance courante (millions d'euros)	-3577	-4929	-6382	-6976	-6525	-6400
Balance courante (en % du PIB)	-6,1	-7,1	-8,7	-8,6	-7,4	-7,4
Réserves totales, or exclu. (millions d'euros)	12164	9887	10108	11671	15678	–
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	37,39	38,56	46,04	55,06	66,26	–

Sources : WIIW ; (a) : comptes nationaux à prix constants

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

Toujours supérieure à 6 % depuis le début de la décennie, la croissance lettone a dépassé 10 % en 2005, soit le niveau le plus élevé de l'Union européenne, position qu'elle devrait conserver en 2006 pour la troisième année consécutive. La Lettonie bénéficie donc à plein des effets de rattrapage permis par son intégration dans l'UE. Elle reste cependant le pays le plus pauvre de l'Union en terme de PIB par habitant, celui-ci ne représentant que 47 % de la moyenne de l'UE en 2005.

En 2005, la production industrielle n'a augmenté que de 5,6 % et c'est principalement le secteur des services qui a tiré la croissance économique. Par ailleurs les exportations ont connu une très forte augmentation (près de 30 %), avec une diversification croissante. Le bois et ses dérivés, toujours dominants, n'ont crû que de 9 %, alors que les exportations de machines comme de produits agroalimentaires croissaient de plus de 50 %.

Au premier semestre 2006, le PIB a progressé de plus de 12 %, soit le taux le plus élevé jamais atteint depuis le retour à l'indépendance. Cette évolution a été tirée par une augmentation de 18 % du commerce de détail, en particulier par la vente de véhicules qui a plus que doublé sur une année. Les secteurs de l'industrie manufacturière, des transports et communications, et de la construction (+ 17 % en glissement annuel) ont également connu un développement rapide.

Cette forte croissance de la demande interne est tirée par l'expansion continue du crédit, alors que les salaires réels ont progressé de plus de 15 % en rythme annuel. Dans le même temps, la demande a été soutenue par l'augmentation des transferts en provenance de l'Union européenne, qui dépassent désormais 3 % du PIB, comme par l'accroissement continu du nombre de touristes.

Du côté de la demande externe, la croissance du commerce extérieur s'est poursuivie malgré un léger ralentissement. Durant les six premiers mois de l'année, les exportations ont crû de près de 15 %, tirées par une augmentation de plus de 40 % dans les secteurs des produits chimiques et des plastiques et de plus de 30 % dans le secteur agroalimentaire.

Toutefois, la surchauffe actuelle de l'économie lettone se traduit par une aggravation des déséquilibres. Le déficit du compte courant prend ainsi des proportions inquiétantes, les importations continuant à augmenter plus vite que les exportations. Il s'élevait à 18 % du PIB au premier semestre 2006, faiblement couvert par les IDE. Il s'agit du niveau le plus élevé pour le pays depuis le retour à l'indépendance et du niveau le plus élevé de l'UE. La Lettonie est également le pays qui connaît la plus forte inflation : plus de 6 % en glissement annuel au mois d'août 2006.

Une conséquence directe de cette évolution concerne les perspectives d'intégration de la Lettonie dans la zone euro. Après l'intégration dans le mécanisme de change européen en avril 2005, la Banque centrale lettone envisageait l'introduction de l'euro au début 2008. La plupart des critères de convergence requis sont respectés : la dette publique est inférieure à 20 % du PIB et le solde des administrations publiques devrait être inférieur à 1 % du PIB en 2006. Mais l'évolution des prix à la consommation a entraîné une révision du calendrier, et l'intégration n'est désormais plus prévue avant 2010. Cette évolution semble toutefois convenir à une population qui est, selon le dernier sondage Eurobaromètre, parmi les plus rétives à l'abandon de sa devise nationale.

II.– Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.– COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Si les privatisations sont globalement achevées, la plus grande opération de l'histoire lettone a eu lieu en octobre 2006 avec la vente d'environ 39 % des parts de la société Ventspils Nafta pour 106 millions d'euros. Ventspils Nafta est un conglomérat dont les ramifications principales sont le plus important terminal pétrolier du pays ainsi que l'oléoduc LatRos Trans, une compagnie maritime (LASCO), mais aussi une société d'édition (Preses Nams). Différentes sociétés avaient indiqué leur intérêt dans cette acquisition, dont la compagnie polonaise PKN Orlen, mais aussi des sociétés russes et kazakhes.

C'est finalement la société Vito, implantée notamment dans le port de Rotterdam, qui a acquis l'essentiel des parts et détient désormais plus du tiers des actions de la société.

Dans le secteur du transit, il faut signaler la baisse du fret par le port de Ventspils durant les premiers mois de 2006. La baisse du trafic des sels de potassium semble en partie à l'origine de cette évolution. Cette situation illustre la fragilité des ports lettons, alors que les autorités russes continuent de menacer de cesser de faire transiter leurs exportations de pétrole par les oléoducs lettons, au profit des ports russes de la Baltique. Le secteur poursuit pourtant sa restructuration et la société maritime lettone Magnat Group a annoncé son intention d'investir 50 millions d'euros pour son développement dans le port de Riga durant les cinq prochaines années.

Dans le secteur des transports, l'aéroport de Riga, le plus fréquenté des Etats baltes, a fait savoir que près de 300 millions d'euros d'investissements seront nécessaires pour atteindre l'objectif de traiter 10 millions de passagers annuels d'ici à 2013.

Le secteur des télécommunications a connu des évolutions notables en 2006 avec l'annonce en mai par le gouvernement de son intention d'autoriser l'opérateur nordique TeliaSonera à acquérir 100 % de la compagnie de téléphonie mobile LMT. En octobre, il a en outre décidé de devenir le seul actionnaire de l'opérateur historique Lattelekom, souhaitant ainsi mettre fin à un différend juridique qui l'oppose à TeliaSonera depuis le début des années 1990.

Enfin, dans le secteur du commerce de détail, la société Linstow Center Management a annoncé qu'elle investissait 150 millions d'euros destinés à la construction d'un centre commercial près de Riga, qui doit devenir le plus important des Etats baltes.

L'industrie du bois continue de dominer le secteur industriel letton, où elle pèse près du tiers du total. La filière bois emploie environ 7 % de la population active et représenterait jusqu'à 14 % du PIB selon les estimations et près de 30 % des exportations en 2005. Elle connaît actuellement une rapide concentration, notamment dans le domaine des scieries dont le nombre a presque été divisé par trois en moins de dix ans.

Si l'agriculture lettone compte pour moins de 3 % du PIB, elle emploie toujours plus de 10 % de la population active. L'intégration dans l'UE lui a largement bénéficié et a entraîné d'importantes restructurations. Ainsi, dans le secteur du sucre qui était relativement important en Lettonie, la concurrence communautaire et la réduction des quotas a engendré la décision, en mars 2006, de fermer la principale compagnie sucrière lettone, Jelgavas Cukurfabrika. Dans son ensemble, le secteur agricole a pâti de mauvaises conditions météorologiques durant l'année 2006. La filière laitière reste le fleuron de l'agriculture lettone avec une production en hausse constante ces dernières années. En 2005, les exportations de produits laitiers ont augmenté de 40 % pour dépasser 60 millions d'euros. Les exportations de fromages représentent environ la moitié du total. Cette évolution attise l'intérêt d'investisseurs étrangers. Une des principales sociétés de production laitière, Rigas Piensaimnieks, a ainsi été acquise par la société RPS Group.

2.– UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

L'augmentation constante des transferts en provenance de l'Union européenne est l'un des facteurs de la surchauffe actuelle de l'économie lettone. En effet, alors qu'ils ne s'élevaient qu'à 0,8 % du PIB en 2003, les transferts communautaires ont atteint 3,1 % en 2006 et devraient dépasser 4 % du PIB en 2008.

Au cours de la période 2007-2013, la Lettonie va recevoir 4 milliards d'euros au titre des fonds structurels (FEDER et FSE) et du fonds de cohésion. Selon une décision du gouvernement letton intervenue en avril 2006, 40 % des 2,6 milliards de fonds structurels seront dédiés au capital humain, et le reste sera partagé entre le développement de la compétitivité et l'amélioration des services publics. La moitié des 1,4 milliard du fonds de cohésion ira au développement des transports. Parmi les grands projets d'infrastructures permis par les fonds européens, signalons celui de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Varsovie et Tallinn (Rail Baltica), inclus dans les projets d'infrastructures de transport prioritaires de l'UE, qui devrait être achevé d'ici à 2015.

Afin de contribuer au refroidissement de l'économie lettone, les dépenses publiques devraient être ajustées de manière à retarder au maximum les projets financés par des fonds communautaires lorsque cela est possible, comme dans le secteur de la construction et les autres secteurs touchés par la surchauffe. Cette approche permettrait d'envisager une politique budgétaire moins procyclique qu'actuellement.

3.- SITUATION SOCIALE

Malgré le rattrapage permis par la forte croissance économique, la Lettonie reste le pays le plus pauvre de l'Union européenne en termes de PIB par habitant et ne quittera cette place en 2007 que grâce à l'arrivée de la Bulgarie et de la Roumanie. Mais la progression est réelle et la Lettonie devrait dépasser la Pologne dès 2008. Malgré une augmentation du salaire minimum de plus de

30 % à 170 euros au premier janvier 2007, les salaires lettons restent les plus faibles de l'UE. Pourtant, selon une étude d'Eurostat parue durant l'été 2006, la durée du travail en Lettonie était la plus élevée de l'UE en 2004 avec une moyenne de 43,7 heures par semaine. Alors que le niveau des salaires est inférieur à 20 % de la moyenne européenne, le niveau des prix dépasse la moyenne de 60 %. De plus, les différences régionales sont sensibles, la capitale Riga, qui ne compte qu'un tiers de la population, contribuant à 70 % du PIB.

Une part importante de la population lettone profite pourtant peu de la croissance rapide du pays. A titre d'exemple, plus de 60 % de la population ne constitue aucune épargne en prévision de la retraite. En outre, la pauvreté est associée à d'autres fléaux comme l'alcool. Selon une étude récente, la Lettonie figure parmi les pays européens où la consommation d'alcool est la plus élevée avec près de 20 litres d'alcool pur par an. L'espérance de vie à la naissance n'est que de soixante dix ans, soit neuf ans de moins que la moyenne de l'Union. Cette situation explique en partie l'émigration massive de la population lettone vers d'autres pays de l'UE, notamment la Grande Bretagne et l'Irlande. Cette évolution contribue en retour à priver les systèmes sociaux d'actifs fortement contributeurs, alors que le nombre de bénéficiaires augmente. De plus, le secteur médical est gravement frappé par les pénuries de main d'œuvre liées à l'émigration. La volonté se développe à présent d'encourager l'accueil en Lettonie des travailleurs roumains et bulgares dès leur entrée dans l'UE en janvier 2007.

Lettonie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
PIB	8,0	6,5	7,2	8,5	10,2	11
Production industrielle	9,2	8,4	6,5	6,0	5,6	9,4
Formation brute de capital fixe	11,4	13,0	10,9	17,3	18,6	14
Prix à la consommation	2,5	1,9	2,9	6,2	6,7	6
Salaire réel moyen brut	3,5	6,0	0,1*	6,1	11,5	19(S1)
Solde des administrations publiques	-2,1	-2,3	-1,2	-0,9	0,2	-1
Taux de chômage (% de la pop. active) moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	13,1	12,0	10,6	10,4	8,7	8

Sources : WIIW sauf * : Office statistique letton

S1 : 1^{er} semestre

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportations de marchandises	10,9	10,2	5,9	25,2	28,3	13,8(T1)
Importations de marchandises	17,8	6,8	8,1	22,3	22,1	27,1(T1)
Balance commerciale (en % PIB) **	-17,5	-16,1	21,1	22,3	22,2	-
Balance courante (en % PIB)	-8,9	-7,0	-8,9	-12,9	-12,5	-17,9(S1)*
Réserves de la Banque centrale or exclu (milliards d'euros)	1,3	1,2	1,1	1,4	1,9	-
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	6,3	6,8	7,5	9,8	12,8	-

Sources : WIIW sauf * : Office statistique letton, ** : Banque centrale de Lettonie

S1 : 1^{er} semestre ; T1 : 1^{er} trimestre

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

Après avoir atteint 7 % en 2004, la croissance du PIB lituanien a continué sa forte progression avec un gain de 7,5 % en 2005, rythme qu'elle devrait conserver en 2006. Si elle est en retrait par rapport à celle de ses deux voisins baltes, elle reste tout de même la troisième plus forte de l'Union européenne. Grâce à ce rattrapage rapide, le PIB par habitant lituanien est désormais supérieur au PIB polonais et atteint 52 % de la moyenne de l'UE.

La croissance s'est poursuivie à un rythme soutenu au premier semestre 2006, dépassant 8 % sur la période, tirée par une activité accrue dans les secteurs des activités manufacturières et de la construction. La construction d'habitations nouvelles était ainsi en augmentation de près de 70 % au premier semestre 2006 en glissement annuel. La demande interne continue d'être soutenue, notamment grâce à la progression du crédit bancaire. L'augmentation du salaire réel moyen, qui a été très élevée en 2005 puisqu'elle a atteint 25 %, connaît un ralentissement relatif et devrait être d'environ 13 % sur l'année. Le salaire moyen brut s'établissait ainsi à un peu moins de 450 euros en juin 2006. La baisse du chômage est également un élément majeur de soutien de la demande. Encore supérieur à 10 % de la population active en 2004, le taux de chômage est descendu à 5,6 % à la fin du deuxième trimestre de 2006. Cette situation conduit à des pénuries d'emploi croissantes dans certains secteurs, notamment dans le commerce de détail. La diminution du chômage s'explique par l'effet conjugué de la croissance locale et de l'émigration, notamment vers les îles britanniques : la part des Litoniens dans la population irlandaise est désormais supérieure à 1 %.

La demande externe reste soutenue. Les exportations ont augmenté de 27 % en 2005 par rapport à 2004 et ont poursuivi leur forte croissance au premier semestre de 2006 (+ 31 %), notamment grâce à la vente de produits pétroliers raffinés, de véhicules, de plastiques et de meubles. Mais la hausse encore plus rapide des importations au cours de ce semestre creuse le déficit commercial. Au premier semestre, le déficit de la balance courante atteignait un peu plus de 10 % du PIB contre 7 % en 2005, mais il reste principalement financé par le flux d'IDE qui représente désormais près de 4 % du PIB.

Dans cet environnement économique globalement très satisfaisant, le principal revers pour les autorités litoniennes aura été le refus par l'Union européenne de l'entrée dans la zone euro au 1^{er} janvier 2007. Le respect rigide de critères définis au début des années 1990, à une époque où l'intégration d'économies en développement rapide n'était pas prévue, a déçu les espoirs litoniens. En effet, alors que la Lituanie respectait les critères de dette, de déficit budgétaire, de taux d'intérêt et d'appartenance au MCE2, son adhésion a été refusée du fait d'un taux d'inflation de 2,7 % en mars 2006 alors que le taux de référence était de 2,6 %. Il convient de préciser que sur les douze membres actuels de la zone euro, moins de la moitié satisfont aux critères d'entrée.

Sauf retournement exceptionnel de la conjoncture mondiale et notamment des prix des matières premières, il est peu probable que la Lituanie puisse parvenir à un niveau d'inflation conforme aux critères sans sacrifier sa convergence économique, avant le début de la prochaine décennie. En effet, le niveau de l'inflation a encore augmenté récemment pour s'établir à 4,4 % en juillet 2006. Si les blocages institutionnels européens peuvent expliquer l'actuelle rigidité, celle-ci est défavorable aux intérêts économiques litoniens, notamment du fait de ses effets négatifs sur les IDE, les taux d'intérêts et le commerce extérieur.

II.– Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.– COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Le secteur de l'énergie a concentré l'attention en 2006. La société polonaise PKN Orlen a signé en mai un accord pour l'achat des 53 % que détenait le russe Yukos dans la raffinerie Mazeiku Nafta, ainsi que des 30 % détenus par le gouvernement lituanien, pour un total de plus de 1,8 milliard d'euros. Après l'accord de la Commission européenne, la société polonaise deviendra le premier raffineur d'Europe centrale. Toutefois, en juillet, suite à une fuite constatée sur l'oléoduc Droujba, la Russie, écartée de cette opération, a annoncé que les travaux de remise en état de l'oléoduc qui approvisionne la raffinerie pourraient durer plusieurs mois. Les autorités lituaniennes ont d'abord affirmé leur indépendance vis-à-vis des approvisionnements russes depuis la mise en place du terminal *off-shore* de Butinge en 2003. Elles ont cependant réagi à la fin du mois d'août en menaçant de commencer des réparations sur la voie ferrée reliant Kaliningrad à la Russie par la Lituanie. Dans le même temps, la raffinerie a reçu des livraisons de pétrole brut, notamment vénézuélien, ce qui lui a permis de fonctionner quasiment à plein régime. En outre, un investissement de plus de 35 millions d'euros dans une usine de production de bioéthanol a été annoncé en juillet 2006.

Concernant l'énergie électrique, PKN Orlen a également fait état de son intention de relier les réseaux électriques polonais et lituaniens. De même, la société Lietuvos Energija et la société suédoise Svenska Kraftnat ont fait savoir qu'elles allaient mener une étude de faisabilité pour la construction d'un câble permettant la connexion des systèmes électriques suédois et lituanien dont le coût est estimé à 400 millions d'euros. Enfin, une étude de faisabilité pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Lituanie devait être dévoilée en novembre 2006 par les principales sociétés de distribution d'électricité baltes.

Dans le secteur des transports, le port de Klaipėda est resté en 2005 en tête des Etats baltes pour le trafic des *containers*. Pour ce qui concerne le fret total, il occupe la sixième place en mer Baltique orientale. La Pologne a en outre annoncé au printemps 2006 son

intention d'investir plusieurs milliards d'euros d'ici 2013 dans l'amélioration de son réseau de transport qui devraient, en particulier, bénéficier aux liens routiers avec la Lituanie.

Certaines entreprises continuent leur développement rapide. Dans le secteur de la distribution, la principale société lituanienne VP Market, a vu son chiffre d'affaire croître de plus de 25 % en 2005 pour dépasser 1,5 milliard d'euros. Elle détient plus de trois cent cinquante centres commerciaux dans les trois Etats baltes, ainsi qu'en Bulgarie et en Roumanie. De même, le plus grand fabricant de médicaments lituanien, Sanitas, a pris le contrôle du polonais Jelfa, suite à un investissement de plus de 135 millions d'euros soit le plus important investissement étranger lituanien en Pologne.

En revanche le fabricant de téléviseurs Ekranas, une des principales sociétés lituaniennes, qui connaissait un développement très rapide au début des années 2000, s'est déclaré en faillite en avril du fait du contexte défavorable du marché mondial de l'électronique.

En 2005, l'agriculture représentait 5,8 % de la valeur ajoutée totale de l'économie lituanienne et près de 15 % de la population active, soit le niveau le plus élevé de l'Union européenne après le Pologne. Elle a bénéficié depuis 2004 des soutiens accrus de l'UE et de l'augmentation des prix des matières premières qui ont suivi l'adhésion. Les exportations agro-alimentaires lituaniennes ont crû de 42 % en 2005, mais les conditions météorologiques mauvaises ont affecté les rendements, et la production n'a augmenté que de 2 % sur l'ensemble de l'année. La rudesse climatique du début de 2006, puis la sécheresse de l'été, affecteront la production pour 2006. Toutefois, les aides communautaires, dont les versements doivent représenter 3,2 milliards d'euros entre 2007 et 2013, continuent à soutenir le revenu des agriculteurs auxquels un total de 590 millions de litas, soit 20 % de plus qu'en 2004, a été alloué en 2005. De fait, ce revenu a augmenté de près de 25 % en valeur réelle, ce qui représente la croissance la plus forte dans toute l'Union, où la croissance moyenne a été de 5,6 %. Par ailleurs, la poursuite des investissements et l'émigration massive ont

permis une croissance de la productivité du travail agricole de près de 10 %.

2.– UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

Le montant total des fonds structurels accordés à la Lituanie au cours de la période 2004-2006 s'est élevé à 895 milliards d'euros. La part des fonds communautaires dans le PIB est en constante progression et atteindra 6 % en 2007 contre 2,8 % en 2004. Selon une étude publiée en septembre 2006 par la Commission européenne sur les fonds attribués par l'Union aux Etats membres, la Lituanie est à présent dans la moyenne des nouveaux membres pour le taux d'utilisation des crédits. Il n'atteignait que 25 % pour les crédits devant être dépensés d'ici la fin 2008. En 2007, la Lituanie devrait recevoir 1,2 milliard d'euros au titre de la politique de cohésion et plus de 800 millions d'euros de fonds structurels, dont 297 millions pour l'agriculture.

Même si les fonds européens ne se substituent pas mais abondent les dépenses nationales, ils offrent une marge de manœuvre fiscale plus importante aux autorités. Celles-ci ont ainsi pu mettre en œuvre en 2005 une réforme fiscale visant principalement à abaisser le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, en deux étapes : le taux a été ramené de 33 à 27 % le 1^{er} juillet 2006, et sera réduit à 24 % le 1^{er} janvier 2008. Le gouvernement n'exclut pas de poursuivre le mouvement de baisse, jusqu'à un niveau proche de 20 %. Dans le même temps, deux taxes nouvelles ont été introduites. D'une part, une taxe sociale temporaire (4 % en 2006 et 3 % en 2007) venant s'ajouter à l'impôt sur les sociétés. D'autre part, une taxe foncière sur les locaux à usage commercial.

3.– SITUATION SOCIALE

La Lituanie est le pays balte où les inégalités sont les moins fortes. C'est également l'un des mieux pourvus d'Europe en ce qui concerne le nombre de lits d'hôpitaux et de médecins par habitant. Mais la situation reste délicate comparée à la situation moyenne de l'Union. Ainsi, les dépenses de santé ne représentent que 4,3 % du PIB contre plus de 6 % en moyenne dans l'UE. De plus, la plupart des fonds publics sont absorbés par des dépenses courantes, ce qui pénalise la maintenance des équipements et les investissements. Cela aboutit à un rationnement des soins et à l'existence de délais d'attente parfois importants conduisant à un niveau de satisfaction des patients parmi les plus bas d'Europe. De plus, les salaires des médecins sont très faibles, ce qui alimente l'émigration. Une étude récente montrait que deux tiers des professionnels de la médecine envisageaient de quitter le pays pour des raisons salariales.

Plus généralement, même si les salaires augmentent, la situation reste difficile pour une majorité de Lituanien. Leurs dépenses alimentaires sont les plus élevées de l'Union. Elles représentent 37 % des dépenses contre 27 % pour les ménages estoniens. C'est un facteur de l'émigration massive vers les autres pays de l'UE, notamment les îles britanniques. Ce phénomène a des conséquences sociales significatives. Les émigrants sont surtout des jeunes actifs et leur départ, en plus de peser sur la croissance du pays, a également un effet défavorable sur les comptes sociaux puisqu'il réduit encore davantage la base des cotisants.

En matière de réforme des retraites, il faut signaler que le second pilier facultatif introduit en 2004 a connu un succès inattendu. En effet, en avril 2006, plus de 700 000 salariés avaient opté pour ce régime de capitalisation.

Lituanie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
PIB	6,4	6,8	10,5	7,0	7,5	7,5**
Production industrielle	16,0	3,1	16,1	10,8	7,3	12,7(T1)*
Formation brute de capital fixe	13,5	11,1	14,0	12,3	11,1	9,7
Prix à la consommation	1,3	0,3	-1,2	1,2	2,7	4,4(07.06)*
Salaire réel moyen	-0,3	3,8	6,1	14,1	25,6	18(S1)*
Solde des administrations publiques	-2,0	-1,4	-1,2	-1,5	-0,5	-
Taux de chômage (% de la pop. active) moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	17,4	13,8	12,4	11,4	7,1*	6**

Sources : WIIW, sauf * : Office statistique lituanien ; ** : prévision d'expert

S1 : 1^{er} semestre ; T1 : 1^{er} trimestre

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportations de marchandises	24,3	16,5	11,4	21,4	27,1	31(S1)*
Importations de marchandises	19,5	16,0	7,3	16,7	25,0	34(S1)*
Balance commerciale (en % PIB)	-9,3	-9,8	-14,5	-13,8	-14,8	21,8(S1)*
Balance courante (en % PIB)	-4,7	-5,2	-6,9	-7,7	-7,0	-10,6(T1)*
Réserves de la Banque centrale or exclu (milliards d'euros)	1,8	2,2	2,7	2,6	3,1	-
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	5,9	5,9	6,7	7,7	10,5	-

Sources : WIIW sauf * : Office statistique lituanien

S1 : 1^{er} semestre ; T1 : 1^{er} trimestre

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Situation macroéconomique *par Jean-Pierre Pagé*

Comme d'autres pays d'Europe, la Pologne connaît aujourd'hui son « heure de vérité ». Après une thérapie de choc de seize mois, une période de « keynésianisme » de 1993 à 1997, elle a subi un cure de libéralisme au cours de laquelle la gauche et la droite ont quelque peu perdu leur âme. Elle en est sortie avec une croissance affaiblie, le taux de chômage le plus élevé de l'UE et une société divisée car inégalitaire. Le scrutin de 2005 en est la sanction. Depuis, la Pologne cherche une majorité, une politique, un projet pour son avenir. Son économie résiste, montre ses forces nouvelles et peut trouver un fonctionnement plus harmonieux entre « public » et « privé », intérêts domestiques et intérêts extérieurs, vers un mode de développement plus équilibré assurant une meilleure répartition des ressources, si ses dirigeants savent lire le message qui leur a été adressé.

La situation macroéconomique de la Pologne n'est certes pas mauvaise. Après plusieurs années de croissance insuffisante depuis 1997, l'activité économique a retrouvé une dynamique bien plus satisfaisante. La différence entre les taux de croissance du PIB en 2004 et 2005 (3,4% après 5,3%) paraît beaucoup plus tenir à des facteurs circonstanciels (vague d'achats de précaution anticipant un alourdissement de la TVA consécutive à l'entrée dans l'Union et accumulation de stocks en 2004) qu'à une véritable tendance de fond. De fait, avec un taux de 5 %, la croissance devrait retrouver en 2006 un rythme plus normal, cette croissance étant tirée à la fois par le commerce extérieur et la demande intérieure. Au sein de cette dernière, la croissance de la consommation est soutenue, à la fois par l'amélioration de l'emploi, l'augmentation des revenus (salaires et pensions) et le crédit. Pour sa part, l'augmentation des investissements domestiques se poursuit à un taux compris entre 6 et 7 % par an. Cette progression n'apparaît pas très élevée compte tenu du taux d'utilisation des capacités de production (de l'ordre de 81 %, soit le plus haut depuis 1999) et, surtout, de la situation financière des entreprises qui réalisent des profits très confortables que la progression des salaires n'a pas érodés. Les conditions sont donc réunies pour une croissance vigoureuse de ces investissements, et force est de constater que les entreprises continuent à faire preuve d'attentisme et à marquer une nette préférence pour la liquidité. Une explication peut en être que l'augmentation des prix industriels à la production est particulièrement faible (en dessous de 1 % en 2005), ce qui fait évoquer par les experts du WIIW la crainte d'une déflation qui pourrait conduire à différer certains investissements.

De fait, l'inflation est très basse, de l'ordre de 2 % en termes d'indice des prix à la consommation et inférieure à l'objectif de 2,5 % fixé par la Banque centrale. Malgré les baisses opérées par celle-ci de juin à septembre 2005, puis en janvier et février 2006, le niveau des taux d'intérêt qui avait provoqué de fortes entrées spéculatives de capitaux en 2005, demeure encore trop élevé en termes réels. Le taux de change du zloty par rapport à l'euro, même s'il a fortement baissé au cours du premier trimestre de 2006, restait élevé à la fin de celui-ci.

Par ailleurs, les craintes d'un dérapage des finances publiques sous l'impulsion d'un gouvernement censé manifester des tendances populistes et démagogiques ne se sont pas concrétisées. Le déficit des administrations publique a été contenu en 2005 à 7 milliards d'euros, soit 2,9 % du PIB, ce qui marque même une amélioration par rapport à ce qui était envisagé par l'administration précédente, alors que la dette publique était cantonnée à environ 48 % du PIB. Le budget arrêté dans le cadre de la loi de finances de 2006 est caractérisé par un renforcement des interventions de l'Etat dans les domaines économique et social conformément aux orientations de la nouvelle majorité. C'est ainsi que les transferts sociaux (représentant un tiers des dépenses), en particulier les versements aux organismes de retraite dont la croissance prévue est le triple de celle de l'année précédente, ainsi que les dépenses d'intervention économique incluant les cofinancements associés aux financements de l'Union européenne augmentent. Malgré cela, le déficit des finances publiques devrait rester contenu

à 3 % du PIB en raison des rentrées liées à la croissance. Enfin, la balance des échanges extérieurs est satisfaisante. Si l'on considère que les besoins en logements et infrastructures sont importants et la demande potentielle élevée, toutes les conditions sont réunies pour que la croissance se consolide.

Pourtant, le gouvernement donne parfois l'impression de ne pas avoir une politique économique claire, et la Pologne est actuellement comparable à un navire qui continuerait à courir sur son élan, mais dont le pilote n'aurait pas une vision précise de sa destination ni du mode de navigation. L'absence d'une structure de prévision et de programmation du développement à moyen terme est, à cet égard, hautement préjudiciable. Le chômage reste très élevé, de l'ordre de 17 % malgré la décrue amorcée ; les ressources sont mal réparties et les motifs d'insatisfaction de la population, qui ont valu leur défaite à la gauche sociale-démocrate et à la droite libérale, demeurent, alimentant les surenchères populistes.

Plusieurs leviers pourraient être utilisés pour mieux fonder et accélérer la croissance :

- du côté de l'offre, le degré d'utilisation des capacités de production est élevé. Compte tenu de la demande potentielle, cela devrait inciter les entreprises, qui disposent des ressources nécessaires puisque les profits sont importants, à investir ;

- du côté de la demande, la Pologne a certes démontré sa capacité à exporter et à répondre à la demande extérieure, mais le plus important est maintenant de stimuler la demande intérieure. Plutôt que de pousser, par le crédit par exemple, à la consommation des plus riches (qui se traduit souvent par une hausse des importations), il s'agit d'élargir la base de la demande (du côté des chômeurs, des inactifs et de tous ceux qui ont peu ou pas de ressources et vivent d'une assistance publique plus ou moins déguisée) ;

- en outre, avec les transferts en provenance de l'Union européenne, la Pologne bénéficie d'un véritable plan Marshall qu'elle a seulement commencé à exploiter. Une manière de stimuler la demande intérieure, l'emploi et la croissance, sans effet négatif induit sur l'équilibre extérieur, serait de mettre en œuvre un programme massif de développement des logements (et notamment des logements sociaux) et des infrastructures. Ce programme (au moins pour les infrastructures) pourrait être financé en grande partie par les fonds émanant de l'UE et avoir un effet structurant et dynamisant très élevé, comme en ont fait l'expérience, avant la Pologne, l'Irlande et les pays méditerranéens. De fait, le gouvernement a commencé à suivre cette voie en présentant en janvier 2006 un programme ambitieux, à l'horizon 2013, de construction d'autoroutes et de voies rapides, cofinancé par les fonds européens. Mais il s'agit de pousser cette logique en l'étendant à d'autres domaines et en lui donnant une dimension supérieure. Il n'est toutefois pas sûr que la Pologne dispose des institutions financières lui permettant d'obtenir des réalisations à la hauteur des attentes.

Le pays devra, bien entendu, veiller au maintien des équilibres financiers. L'inflation, on l'a vu, semble durablement maîtrisée. La Banque centrale peut donc continuer à desserrer ses freins tout en restant vigilante. Comme le souligne, à juste titre, le *Survey* de l'OCDE, le *policy mix* gagnerait à être rééquilibré du côté de la politique budgétaire et fiscale : politique monétaire plus accommodante, vigilance maintenue, voire renforcée, du côté de la politique budgétaire et fiscale.

Actuellement, les finances publiques semblent sous contrôle. Les transferts de l'Union devraient puissamment contribuer à financer l'augmentation des dépenses, mais l'exigence de cofinancement par les budgets publics conduira à une hiérarchisation accrue des priorités concernant ces dépenses. Ajoutons que cette exigence de financements publics pour des dépenses indispensables au développement de la Pologne pourrait conduire les autorités de ce pays à écarter les sirènes libérales prêchant la diminution des impôts, donc des ressources fiscales, comme l'a déjà fait la population en ne suivant pas les chantages de l'injuste *flat tax*.

Les bonnes performances à l'exportation et le maintien de flux importants d'IDE devraient continuer à faciliter l'équilibre extérieur. Il faut néanmoins que la Pologne parvienne à limiter les entrées au titre des investissements de portefeuille particulièrement volatils et susceptibles de repartir aussi vite qu'ils sont venus. L'adoucissement de la politique monétaire conduisant à un abaissement des taux d'intérêt devrait y contribuer.

Au cours de cette période d'adaptation, il ne semble pas avoir lieu de précipiter l'entrée de la Pologne dans la zone euro, et l'attitude actuelle des autorités paraît empreinte d'une certaine sagesse, même si elles ne doivent pas perdre cette échéance de vue. La situation actuelle confère une souplesse bienvenue à la politique économique. Une entrée prématurée dans le MCE II, avec toutes les contraintes qui l'accompagneraient, risquerait de brider les possibilités de développement du pays, surtout si l'on tient compte du comportement de la Banque centrale qui pourrait avoir tendance à les interpréter de façon très stricte.

II. – Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

Le bilan de l'intégration de la Pologne dans l'Union européenne reflète ce qui a été dit à propos de la situation économique et politique de ce pays. Les bons résultats économiques montrent que la Pologne a fait mieux que résister à la concurrence des autres pays de l'Union, en tirant parti de ses atouts propres. Son accès, même limité et progressif, aux subsides de la PAC, a fortement contribué à modifier l'attitude de la population, principalement dans sa composante paysanne et rurale, à l'égard de l'Union européenne. Aujourd'hui, il ne lui viendrait pas à l'esprit, dans sa majorité, de contester l'intérêt, au moins au niveau des bénéfices matériels qu'elle peut en tirer, de l'intégration dans l'Union. Certes, la venue au pouvoir d'une coalition très sourcilleuse en ce qui concerne le respect des particularismes de la société et de la nation polonaises, a fait de la Pologne pour les autres pays de l'Union un partenaire beaucoup plus difficile que du temps où les sociodémocrates et la droite libérale se disputaient les faveurs de la Commission européenne. Mais il ne faudrait pas en déduire, comme certains le font trop vite, que la Pologne est devenue un pays eurosceptique, encore moins antieuropéen.

Des ombres subsistent au tableau, mais pas toujours là où on le pense. La situation sociale, caractérisée par un taux de chômage qui demeure, et de loin, le plus élevé de l'Union et une forme de société très inégalitaire, reste très préoccupante et nourrit les formations politiques extrêmes, rendant bien difficile la constitution d'une majorité viable de gouvernement. Qui plus est, ce chômage élevé, résultant de la pénurie d'emplois, provoque de fortes migrations de population, d'autant plus préoccupantes qu'elles touchent particulièrement les catégories de jeunes travailleurs diplômés et qualifiés, exerçant une ponction sur les forces vives de la nation. Le nombre des

Polonais ayant quitté en 2004-2005 leur pays pour travailler légalement dans les autres pays de l'UE est évalué à un million, mais si l'on y ajoute le nombre de ceux qui ont effectué le même parcours illégalement, on arrive au double. Le sous-emploi et la nécessité d'une assistance aux catégories les plus démunies de la population entretiennent un niveau de dépenses élevé qui pèse sur les finances publiques et vient en concurrence avec d'autres priorités. Enfin, la Pologne est encore loin de disposer de l'infrastructure administrative et financière lui permettant d'exploiter à plein les opportunités que lui offrent les fonds de l'Union européenne pour ce qui pourrait ressembler à un véritable plan Marshall.

1. – SITUATION ET POLITIQUE SOCIALE

La Pologne connaît de graves problèmes sociaux : chômage (officiel ou déguisé), fortes inégalités de revenus et de développement nationales et régionales, répartition malsaine des richesses. Comme dans d'autres pays de l'Europe de l'Est, mais peut-être plus encore, la « transition » vers l'économie capitaliste a été ressentie en Pologne comme très injuste. Le niveau de vie, mesuré par le PIB/habitant, reste de l'ordre de 50 % de la moyenne de l'Union, l'un des plus faibles de ses nouveaux membres. Deux phénomènes permettent de limiter les conséquences de l'insuffisance des créations d'emplois : les migrations et l'agriculture, qui joue le rôle de secteur refuge en absorbant une grande partie des chômeurs. Conséquence : le niveau des dépenses sociales est élevé.

Le moment ne serait pourtant pas bien choisi pour réduire drastiquement les dépenses publiques au titre des aides et de la protection sociale. Ce serait même une provocation vis-à-vis de la population, et l'actuel gouvernement semble avoir la sagesse de ne pas s'engager sur

cette voie. On retiendra simplement, sui-
vant en cela l'OCDE, que certains régimes so-
ciaux pourraient faire l'objet d'amendements,
de façon à être moins coûteux et mieux ciblés.

2.– PLACE ET SITUATION DES AGRICULTEURS

La situation des agriculteurs mérite une
attention particulière. Il est incontestable que
l'emploi dans l'agriculture est statistiquement
hypertrophié et que cette agriculture joue le
rôle de réservoir absorbant une importante
partie des chômeurs et de la population
actuellement inemployable en Pologne. Les
chiffres en témoignent et l'on pourra long-
temps gloser sur la faible productivité de l'agri-
culture polonaise (notion qui, au demeurant,
n'a globalement aucun sens). La Pologne compte
plusieurs « agricultures » bien différentes : une
agriculture moderne composée de grandes
exploitations, encore minoritaire ; une
agriculture traditionnelle de petits fermiers qui
se modernisent progressivement ; enfin, une
myriade de toutes petites exploitations qui ont
pour objet l'auto-subsistance de leur chef, de sa
famille, voire d'autres personnes qui s'y sont
jointes. Si l'agriculture moderne gagne en
puissance, elle ne menace pas encore
réellement les autres agricultures concurrentes
d'Europe, mais laisse envisager un avenir
prometteur pour la Pologne.

La disproportion entre la valeur ajoutée créée
par l'agriculture et le nombre des personnes
qu'elle emploie et fait vivre tient à la présence
des toutes petites fermes et des ménages vivant
en autarcie et produisant pour eux-mêmes. Il
est certain que s'il convient de demander aux
chefs d'exploitations modernes de contribuer
au financement du système de leur protection
sociale (KRUS) et de le réformer en consé-
quence, il est beaucoup plus difficile de
diminuer la générosité de celui-ci à l'égard des
plus démunis qui vivent selon le principe de
l'autosubsistance.

Par ailleurs, il convient de n'envisager le
dégonflement de la population vivant de
l'agriculture qu'avec beaucoup de prudence et
progressivement au fur et à mesure que les
autres secteurs de l'économie (industrie,
services, travaux publics...) seront en mesure
de créer des emplois. Dans cette optique, la
mise en œuvre d'un vaste programme de
travaux publics en vue de la construction de
logements sociaux et de la modernisation des

infrastructures du pays peut être d'un puissant
secours, davantage que les politiques de
flexibilité et d'aide à la recherche d'emplois
dont l'efficacité sera inévitablement limitée si
le nombre des emplois offerts est insuffisant.

3.– COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE

On observe un infléchissement dans la
politique du gouvernement par rapport à celle
de ses prédécesseurs. La privatisation n'est plus
conçue comme un outil systématique de
restructuration du système productif, ni
recherchée comme un moyen privilégié en vue
d'améliorer la situation des finances publiques,
et fait l'objet d'une approche beaucoup plus
sélective et prudente. Après la vente en 2004
de la banque PKO qui a rapporté 2,5 milliards
d'euros au budget, plusieurs opérations
annoncées concernant de grandes entreprises,
notamment dans le secteur de l'énergie, ont été
reportées. C'est ainsi que la vente de la
centrale électrique Dulna Odra a été renvoyée
à plus tard et que les introductions en bourse
des deux plus gros producteurs de charbon,
JSW et KHW, ainsi que de la LOT, de Poczta
Polska, de Lotos, de l'entreprise pétrolière PKN
Orlen, du conglomérat du cuivre KGHM et de
BOT ont été suspendues. En conséquence, les
recettes tirées des privatisations sont descen-
dus en 2005 à environ 950 millions d'euros.

Par ailleurs, même s'il a poursuivi l'action en
vue de favoriser l'entrée des investissements
directs étrangers – notamment par l'instau-
ration d'un guichet unique visant à simplifier la
procédure de création d'entreprises à partir du
1^{er} janvier 2007, et par le projet de remplacer
l'actuelle Agence pour l'information et
l'investissement étranger par une institution
plus efficace – le gouvernement se montre plus
circonspect en la matière. C'est ainsi que le
rachat de la principale compagnie d'assurance
PZU par le néerlandais Eureko est toujours
bloqué et que le gouvernement a tenté
d'empêcher la fusion des banques PKO et BPH
à la suite du regroupement de leurs maisons
mères Unicredit et HVB (Hypo-Vereinsbank).
Cependant, plusieurs opérations, principa-
lement de taille moyenne, ont été réalisées ou
annoncées en 2005 : dans le secteur des biens
ménagers, de la part de LG-Philips, LG-
Electronics, Fagor, Gillette et Whirlpool ; dans
le secteur de l'automobile, de la part de
Toyota, MAN, Johnsons Control, Michelin,

Hutchinson et Kirschhoff Automotives ; dans les services, avec l'ouverture de supports administratifs et financiers par IBM, Philip Morris et Volvo, notamment. Au total, les entrées d'IDE demeurent très élevées et comprises entre 8 et 9 milliards d'euros par an.

La restructuration du secteur productif se poursuit donc, même si une attention est portée à ne pas sacrifier au slogan du « tout privé », et si l'attitude des autorités semble davantage empreinte du souci de préserver un bon équilibre entre secteur public et secteur privé et de ne pas prêter le flanc à l'accusation de brader le patrimoine polonais au profit des intérêts étrangers.

4.- ABSORPTION DES FONDS STRUCTURELS DE L'UNION EUROPÉENNE

Même si les transferts en provenance de l'UE ont augmenté nettement depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union, leur montant peut sembler modeste. Le *Survey* de l'OCDE fournit des éléments utiles d'appréciation à cet égard. Sachant que la capacité d'absorption d'un pays vis-à-vis de tels transferts dépend, successivement, de la capacité du pays à présenter à la Commission des programmes que celle-ci puisse agréer, de la capacité du pays à amorcer la mise en œuvre et, enfin, de la capacité du pays à en payer les bénéficiaires, on constate qu'en égard aux deux premiers points, l'absorption a été en 2004 de 40 % de l'allocation prévue. Mais si l'on tient compte du troisième point, le pourcentage d'absorption par rapport à l'enveloppe prévue est beaucoup plus faible puisqu'il dépasse à peine 13 %. D'après des informations récentes, le pourcentage d'absorption de 2004 à 2006 serait de l'ordre de 34 % des fonds.

Une autre manière de comptabiliser les flux est de les rapporter au PIB. Il en ressort que de mai 2004 à décembre 2005, la Pologne a reçu une contribution de l'UE à hauteur de 1,7 % du PIB. Les principaux bénéficiaires de ces transferts ont été le développement rural (0,26 %), les fonds structurels (0,44 %), l'aide à la préadhésion (0,31 %) et la PAC (0,24 %). Mais comme la contribution du pays aux budgets européens est elle-même, pour la même période, de l'ordre de 1 %, la contribution nette en faveur de la Pologne a été d'environ 0,7 % du PIB, ce qui a entraîné un cofinancement global d'un peu plus de 0,2 %.

L'impact sur le budget de la Pologne est plus difficile à calculer et peut prendre des valeurs positives ou négatives selon qu'il s'agit de transferts qui financent des dépenses pré-existantes, de transferts qui financent de nouveaux projets (ce qui est majoritairement le cas pour le développement rural et les fonds structurels) et selon les montants des financements (en moyenne, les financements des fonds de l'UE sont de l'ordre de 75 à 80 % d'un projet, le reste faisant l'objet d'un cofinancement).

Notons enfin que la Commission avance 16 % du montant d'un projet une fois qu'il a été accepté et que le reste est versé lorsque sa réalisation est achevée. Les opérateurs (en l'occurrence les autorités locales) sont donc obligés de trouver un préfinancement qui est assuré en Pologne par la banque publique BGK.

Selon le rapport annuel du *Courrier des pays de l'Est*, la Pologne a négocié pour la période 2007-2013 une contribution substantielle de l'UE de l'ordre de 91 milliards d'euros, représentant 10,5 % du budget communautaire et répartie comme suit : 59,6 milliards au titre des fonds structurels et de cohésion, 27 milliards au titre de la PAC, 3,9 milliards au titre de la Stratégie de Lisbonne et le reste au titre du pilier Justice et Affaires intérieures. Par ailleurs, le gouvernement a obtenu la possibilité de porter à 85 % la part des investissements financée par les fonds structurels et de porter à trois ans, au moins jusqu'en 2010, le délai pour l'utilisation de fonds ayant déjà fait l'objet d'un engagement. En outre, une amélioration de la gestion des fonds est attendue de la création d'un ministère du Développement régional, qui aura notamment pour tâche de réviser les procédures et de former des gestionnaires.

Mais une difficulté supplémentaire dans le cas de la Pologne tient à ce qu'il n'existe pas dans ce pays de budget pluriannuel qui permettrait d'insérer les projets dans une programmation générale. Pour remédier à cette carence, un document *ad hoc* a été élaboré par le ministère de l'Economie en coopération avec la Commission européenne. Cette procédure ne facilite pas l'octroi de priorités aux projets financés par les fonds européens sous la contrainte budgétaire. La réinsertion claire de tels projets dans le cadre des priorités nationales à moyen terme reste un problème non résolu de façon satisfaisante, ce qui peut nuire au bon fonctionnement du processus.

P o l o n e

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(p)
PIB	1,1	1,4	3,8	5,3	3,4	5
Production industrielle	0,6	1,1	8,3	12,6	3,8	7
Formation brute de capital fixe	-9,7	-6,3	-0,1	6,3	6,5	7
Consommation des ménages	2,2	3,3	1,9	4,0	2,0	3
Prix à la consommation	5,5	1,9	0,8	3,5	2,1	2
Salaire réel moyen brut	2,5	0,7	3,4	0,7	2,6	-
Solde des administrations publiques	-3,7	-3,2	-4,7	-3,9	-2,5	-3
Emploi total	-2,2	-3,0	0,6	1,3	2,3	-
Taux de chômage (en % de la pop. active) – chômeurs enregistrés en fin d'année	17,5	18,0	20,0	19,1	17,6	-
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	18,2	19,9	19,6	19,0	17,8	17,5

Source : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportations de marchandises	19,3	6,0	9,1	22,3	17,1	15
Importations de marchandises	5,2	3,5	3,3	19,5	12,6	12
Balance commerciale (milliards d'euros)	-8,6	-7,7	-5,1	-4,6	-2,2	-0,1
Balance courante (milliards d'euros)	-6,0	-5,4	-4,1	-8,5	-3,5	-3,8
Balance courante (en % du PIB)	-2,8	-2,6	-2,1	-4,2	-1,4	-1,5
Réserves brutes de la Bque centr., or inclus, (milliards d'euros)	29,0	27,4	26,0	25,9	34,5	-
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	81,4	81,0	84,8	94,3	109,8	-

Source : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

La croissance économique slovaque ne faiblit pas. Les prévisions pour l'année 2005 ont été dépassées. Le taux de croissance du PIB s'est élevé à 6,1 % et devrait atteindre 6,5 % en 2006 et 2007. Depuis 2004, la demande domestique est le principal facteur de croissance, enregistrant des taux de croissance importants selon les estimations et prévisions de l'OCDE : 6,5 % en 2004 et 5,8 % en 2005 et 2006. Elle est soutenue à la fois par la consommation et l'investissement. La consommation des ménages augmente régulièrement depuis 2004 avec 3,8 % de croissance, puis 7,2 % en 2005 et 7 % attendus en 2006. La croissance des salaires (6,3 % pour le salaire moyen brut en 2005) et l'augmentation des crédits à la consommation y ont contribué. L'investissement a également fortement progressé ces dernières années, soutenu particulièrement par ceux qui ont été réalisés dans le secteur automobile (cf. *Tableau de bord 2005*). La croissance de la FBCF a dépassé 13 % en 2005 et devrait atteindre 17 % sur l'année 2006 selon les prévisions du WIIW. En effet, les investissements de l'industrie automobile devraient se réduire, mais ceux qui concernent les grands projets d'infrastructures réalisés par le secteur public et soutenus par les fonds structurels devraient prendre le relais.

Face au dynamisme de la demande interne, les soldes extérieurs ont du mal à se stabiliser. Soutenues par la demande des ménages d'un côté et les besoins d'importer les machines outils nécessaires pour le fonctionnement des usines automobiles de l'autre, les importations ont connu, depuis 2004, une croissance élevée. Après 18 % en 2004 et 2005, celle-ci devrait atteindre 24 % en 2006 et 2007. En conséquence, le déficit de la balance courante s'est creusé bien au-delà de ce qui avait été prévu, atteignant 3,3 milliards d'euros, soit 8,6 % du PIB en 2005, au lieu de 1,8 milliards d'euros, soit 4,7 % du PIB. Fort heureusement, la production d'automobiles, destinée principalement aux marchés internationaux, devrait, dans un même temps, gonfler les exportations. Alors que celles-ci ont connu en 2004 et 2005 un taux de croissance inférieur à celui des importations, les ventes à l'étranger pourraient enregistrer une plus forte dynamique en 2006 et 2007, avec respectivement 28 et 27 % de croissance annuelle. Cela pourrait permettre au commerce extérieur de contribuer de nouveau positivement au PIB, moins probablement en 2006, mais assurément à compter de 2007, selon l'OCDE. Alors que le déficit de la balance commerciale a quadruplé entre 2003 et 2005, la croissance des exportations au cours de l'année 2006 ne devrait réussir qu'à le stabiliser aux environs de 2 milliards d'euros. Grâce à la dynamique des services néanmoins, une amélioration du solde des transactions courantes est attendue dès 2006 ; son déficit pourrait être ramené à 2,5 milliards d'euros, soit 5,7 % du PIB sur l'année.

Sur le plan monétaire, la situation est saine. L'inflation, qui s'était contractée en 2005 aux alentours de 2,7 %, connaîtrait cependant une hausse plus élevée en 2006 de l'ordre de 4 %. Néanmoins, la croissance économique slovaque repose sur une bonne base avec une réelle augmentation des capacités de production. Un ajustement des prix administrés et une augmentation de certaines taxes indirectes, dont notamment celles sur l'alcool et les cigarettes, sont responsables de ce rebond. Grâce aux efforts réalisés par le gouvernement Dzurinda, la Slovaquie a compté parmi les nouveaux Etats membres intégrant le mécanisme de change européen de deuxième génération derrière les Etats baltes, la Slovénie, Chypre et Malte. La couronne slovaque est entrée dans le MCE II le 28 novembre 2005 sur la base d'un taux central de 38,4550 couronnes pour un euro et d'une marge de fluctuation de +/-15 % vis-à-vis de l'euro. Pour le moment, cette intégration ne pose pas de problèmes, même si la couronne slovaque ne cesse de s'apprécier. Le taux de change, qui était de 40,05 couronnes pour un euro en 2004, est descendu à 38,59 couronnes en 2005 et pourrait atteindre 37 couronnes en 2007 selon les prévisions du WIIW.

Le déficit budgétaire, quant à lui, est en réduction constante depuis 2002. L'introduction de la *flat tax* au 1^{er} janvier 2004 est, budgétairement parlant, passée presque inaperçue. Sur l'année, les pertes en impôts directs ont quasiment été compensées par les gains en impôts indirects. De même, malgré l'approche des élections, période propice à l'augmentation des dépenses budgétaires, le déficit n'a pas augmenté en 2005. A l'inverse, les résultats sur l'année ont même dépassé ceux qui étaient escomptés. Le déficit, attendu à 3,7 %, a été limité à 2,9 % du PIB sous l'effet d'une croissance économique plus forte que prévue et pourrait descendre à 2,7 % en 2006. La contraction du déficit budgétaire et l'utilisation des revenus des privatisations ont permis de réduire la dette publique qui est passée de 41,6 % du PIB en 2004 à 34,5 % en 2005.

Le gouvernement Dzurinda a donc atteint, au fil de ses huit années d'exercice, des résultats que l'on peut qualifier de brillants en termes d'application des théories néoclassiques et de gestion des finances publiques. Le ministre des Finances, Ivan Mikloš, aurait selon ses supporters doté son pays du meilleur système fiscal au monde. Il a introduit un système de retraite par capitalisation sans que les finances publiques en soient affectées. En réduisant les taux d'imposition sur les sociétés et en améliorant l'environnement des affaires, le gouvernement a également créé un contexte très favorable aux IDE. Qui a suivi l'évolution politico-économique de la Slovaquie depuis son apparition en tant qu'Etat indépendant en 1993 est forcé de saluer la volonté politique de ce gouvernement et la manière avec laquelle il a su mettre à profit son double mandat pour améliorer l'image internationale du pays et attirer les investisseurs étrangers.

En contrepartie, néanmoins, les avancées sur le plan social ont été limitées. La santé et l'éducation ont été laissées de côté. Les charges pesant sur les couches les plus pauvres de la population ont été relevées ; la TVA a été portée à 19 % sur l'ensemble des biens ; une contribution au financement du système de santé est prélevée lors de chaque consultation médicale ; les taux d'intérêt ont été rehaussés. De surcroît, le développement de l'activité économique n'a eu qu'un faible impact sur le taux de chômage. Pour cette raison, le retour de la Slovaquie en bonne place sur la scène internationale n'a pas pu constituer un argument électoral pertinent auprès de la population qui a le plus souffert des réformes. A l'inverse, les mots de Robert Fico, chef du parti (SMER-SD, Direction-Démocratie sociale), ont été entendus. Il est aujourd'hui Premier ministre. Lors des débats préélectoraux, il a dénoncé l'injustice de la *flat tax* et affiché sa volonté de faire porter une plus large part de l'imposition sur les couches les plus riches de la population. Il a également annoncé la réduction du taux de TVA sur les produits les plus sensibles (nourriture, médicaments, énergie, santé, services sociaux, éducation, etc....). La vieille génération, la population la moins éduquée, les chercheurs d'emplois, les retraités, c'est-à-dire les couches de la population qui ont le plus souffert de la transition vers l'économie de marché, ont été particulièrement sensibles à ce type d'argumentaire. A l'inverse, la population possédant une formation universitaire, les personnes ayant un emploi, les habitants de Bratislava n'ont pas adhéré à son programme.

Face au revirement politique apporté par les élections, le marché des changes s'est affolé. Pour calmer le jeu, la Banque centrale a été obligée d'intervenir quatre fois depuis juillet, portant le taux d'intérêt de référence à 4,75 %, et le gouvernement a affirmé que l'objectif d'intégrer la zone euro en 2009 restait d'actualité. En effet, même si le nouveau gouvernement a promis d'améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, il ne pourra pas se permettre de décevoir les observateurs internationaux ni la part de la population qui compte sur les retombées positives de l'intégration européenne. Le pays, dans son ensemble, aurait trop à y perdre. Le gouvernement devra trouver une voie intermédiaire entre la poursuite des réformes institutionnelles, la stabilisation de l'économie et l'amélioration du niveau de vie de la population. C'est ce qui semble déjà transparaître dans la définition du budget 2007. En maintenant celui-ci à un niveau de déficit de l'ordre de 2,9 % du PIB, le gouvernement s'autorise à utiliser l'excédent de croissance économique dégagé par rapport à 2006 (soit environ 0,5 %) pour augmenter ses dépenses.

II.– Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.– COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR PRODUCTIF

Parmi les effets attendus du processus d'adhésion à l'UE (augmentation de la croissance économique, amélioration de la situation sur le marché du travail, développement des échanges, etc.), c'est l'impact sur les IDE qui est le plus notoire dans le cas de la Slovaquie. Entre 2003 et 2005, les dernières privatisations et les investissements dans le secteur automobile ont multiplié par quatre le niveau des IDE. Les entrées d'investissements étrangers devraient atteindre un flux de 1,6 milliard d'euros en 2006 et plus de 2 milliards en 2007.

Dans le rapport « Doing business » publié par la Banque mondiale, la Slovaquie est classée parmi les pays les plus réformateurs du monde. Elle présente des conditions particulièrement favorables en termes d'embauches et de licenciements ; les rigidités sur les horaires sont faibles, ainsi que le coût du licenciement. Les réformes ont également conduit à améliorer les procédures d'obtention de licences, la protection des investisseurs et le respect des contrats. Pour couronner le tout, la fiscalité est attractive. Ces réformes ont également considérablement contribué à stabiliser le secteur financier. Les crédits douteux ont été réduits à 5 % du montant total des crédits (chiffre de 2004) et l'endettement du secteur privé s'est contracté.

Malgré tout, des faiblesses persistent en termes d'application de la loi, de corruption et de lourdeurs bureaucratiques. Par ailleurs, le gouvernement Dzurinda, qui s'est focalisé sur la réduction des dépenses budgétaires, a minoré l'importance des ressources humaines et de la formation de la main-d'œuvre. Aujourd'hui, un soutien particulier à l'éducation, à l'innovation, à la R&D et aux transferts de connaissances est nécessaire. Malgré les flux importants d'IDE, les transferts de technologie restent limités. Dans l'automobile, les liens entre les entreprises locales et les entreprises étrangères sont trop ténus pour que les premières puissent bénéficier d'un réel échange de savoir-faire. Il en va de même dans le secteur des télécommunications : les entreprises slovaques ont du mal à profiter du développement du marché de l'Internet et de la téléphonie mobile.

Néanmoins, le secteur automobile continue d'attirer de nouveaux IDE qui se répartissent de

plus en plus sur le territoire national, y compris dans les régions les moins développées. Le fait est que la mobilité de la population est très faible en Slovaquie. Elle n'existe que vers l'étranger (République tchèque, Angleterre ou Irlande), malgré les écarts importants de taux de chômage entre les régions. Le gouvernement Dzurinda aura pourtant usé de toutes ses armes. Il a tenté d'encourager la mobilité interrégionale en la subventionnant, en développant les infrastructures de transport et en dynamisant le marché de l'habitat. Il a incité les chômeurs à chercher activement un emploi en durcissant le système d'allocations. Rien n'y a fait. Dans certaines régions, et notamment à la frontière slovaquo-hongroise où les entreprises hongroises souhaiteraient élargir leur secteur géographique de recrutement, la main-d'œuvre disponible se raréfie. À l'est du pays, le taux de chômage dépasse les 20 %. Pourtant, cette résistance à la mobilité, qui pourrait être vue ailleurs comme un obstacle aux mécanismes d'ajustement spontané des marchés, est en train, en Slovaquie, de contribuer petit à petit au rééquilibrage du marché du travail. En effet, les régions les plus pauvres en termes de PIB sont restées en possession de la même main-d'œuvre qualifiée et laborieuse. Les entreprises qui s'installent aux quatre coins du pays, là où la force de travail est disponible, participent du même coup à la réduction des déséquilibres régionaux.

2.– UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

L'absorption des fonds structurels européens s'avère problématique. Les projets sont là, mais la difficulté à concevoir, monter et gérer administrativement les demandes bloque le processus. En octobre 2006, sur les 44 milliards de couronnes des fonds alloués pour la période 2004-2006, seuls 11 milliards avaient été consommés. Néanmoins, comparée aux autres nouveaux membres, la Slovaquie était, à cette période, l'un des pays qui avait utilisé la part la plus importante des fonds qui lui étaient destinés pour la période (27,6 % des fonds contre 26,2 % en moyenne pour l'ensemble des nouveaux membres). Le reste des fonds est à absorber d'ici à 2008, ce qui laisse encore le temps à l'administration d'améliorer son mode de traitement des dossiers.

Au total, au cours de l'année 2005, la Slovaquie a touché 6,2 milliards de couronnes de plus que sa contribution au budget de l'Union européenne : 20,8 milliards de subvention contre 14,6 milliards de contribution. La plupart des fonds ont été destinés à l'agriculture et au développement rural. Pour la période 2006-2013, 11,2 milliards d'euros seront alloués à la Slovaquie. Après avoir eu l'intention de revoir l'affectation définie par le précédent gouvernement, Robert Fico a finalement décidé d'en respecter les grandes lignes. La croissance économique et la compétitivité, ainsi que la société d'information et la santé, seront les principaux axes du soutien au développement régional sur la période.

En plus des fonds structurels, dans le cadre de la décentralisation mise en place, les régions reçoivent désormais la quasi totalité des recettes collectées via l'impôt sur le revenu, à savoir, en 2005, 36,8 milliards de couronnes. De ce montant, les huit régions se partageront 27,6 milliards ; 2,8 milliards seront versés directement aux villes et villages. L'Etat n'en gardera que 6,2 %.

3.- SITUATION SOCIALE

C'est sur le plan social que le programme du nouveau gouvernement se démarque le plus de ce qui a été fait auparavant. Pendant son deuxième mandat, le gouvernement Dzurinda a joué la carte de la flexibilité. Il a tenté d'encourager la création d'emplois en limitant le revenu minimum à 45 % du salaire moyen

et en restreignant l'application des accords collectifs sur les salaires. Il a assoupli le code du travail et abaissé les charges salariales. A *contrario*, le gouvernement Fico a prévu de réécrire le code du travail pour garantir une plus grande protection des travailleurs, encourager le dialogue social et aider les syndicats à y prendre part. Une augmentation du salaire minimum a également été annoncée.

Le gouvernement a déjà introduit un aménagement du régime fiscal. Le taux de la TVA sur les médicaments a été ramené à 10 % et certaines des déductions auxquelles pouvaient avoir droit les entreprises ont été abolies. De même, la réforme du système de santé a connu une inflexion. Les contributions au prix des consultations médicales, de 20 couronnes, et aux journées d'hospitalisation, de 50 couronnes, ont été annulées. Enfin, quelques modifications ont été apportées à la réforme du système des retraites. Plus qu'un remplacement de l'ancien système de répartition par le nouveau système de capitalisation, le gouvernement propose la cohabitation des deux systèmes. Il compte laisser aux individus, y compris à ceux qui débutent leur carrière professionnelle, la possibilité de choisir celui qui leur semble le plus bénéfique. Désormais, au lieu d'être divisées en parts égales entre les deux systèmes, les cotisations sociales seront versées pour une plus large part au système par répartition.

Finalement, sur un budget total de 346,9 milliards de couronnes de dépenses budgétaire, 51 milliards (soit 3 de plus qu'en 2006) iront aux programmes sociaux.

Slovaquie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
PIB	3,2	4,1	4,2	5,4	6,1	6,5
Production industrielle	7,6	6,7	5,3	4,2	3,6	9
Formation brute de capital fixe	12,9	0,3	-2,3	5,0	13,8	17
Consommation des ménages	5,4	5,2	0,1	3,8	7,2	7
Salaire réel moyen mensuel brut	1,0	5,8	-2,0	2,5	6,3	-
Prix à la consommation	7,1	3,3	8,5	7,5	2,7	4
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-6,5	-7,7	-3,7	-3,0	-2,9	-2,7
Emploi total	1,0	0,2	1,8	0,3	2,1	-
Taux de chômage (% de la pop. active)						
– chômeurs enregistrés en fin d'année	18,6	17,5	15,6	13,1	11,4	10
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	19,2	18,5	17,4	18,1	16,2	14,5

Sources : WIIV

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportations de marchandises	9,6	8,2	26,8	14,9	15,7	28
Importations de marchandises	19,0	6,2	13,7	17,9	18	26
Balance commerciale (millions d'euros)	-2373	-2247	-565	-1237	-1969	-2000
Balance courante (millions d'euros)	-1950	-2043	-244	-1214	-3288	-2500
Balance courante (en % du PIB)	-8,3	-7,8	-0,8	-3,6	-8,6	-5,7
Réserves brutes de la Bque centrale (Mds d'euros)(or inclus)	4,75	8,82	9,72	10,95	13,07	-
Dettes extérieures brutes (Mds d'euros)	12,51	12,65	14,65	17,42	22,70	-

Sources : WIIV

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

La Slovénie, après avoir réussi sa transition vers l'Union européenne en suivant un parcours impeccable, tant sur le plan économique que social – ce qui en fait l'originalité –, se trouve devant un choix difficile. Son intégration dans l'UE l'oblige à adopter les règles du marché unique avec son corollaire de concurrence et d'ouverture aux entreprises et aux capitaux des autres pays de l'Union. Mais ce faisant, le pays se trouve en porte-à-faux par rapport à bien des traits de son système économique et social qui ont justement fait sa force dans le passé, et expliquent la réussite de sa transition. Il devra donc trouver le juste compromis pour concilier l'exigence d'adaptation à l'Union avec le maintien de ses atouts propres. Il appartient à ses nouveaux dirigeants réformateurs de le comprendre et d'œuvrer dans la bonne direction sans tomber dans le piège d'un réformisme trop libéral qui déstabiliserait le pays.

L'année 2006 a une fois de plus confirmé que la Slovénie occupe au regard des indicateurs économiques la première place parmi les huit Etats d'Europe de l'Est ayant intégré l'Union européenne en 2004.

La croissance se consolide et se situe, en moyenne autour de 4 % depuis 2004. Plusieurs facteurs l'expliquent. D'abord, le renforcement des exportations, notamment vers les marchés de l'ex-Yougoslavie. La Slovénie s'est en effet lancée dans la reconquête de ses marchés traditionnels de l'espace yougoslave depuis 1999. Cela lui a permis d'éviter la fermeture de nombreuses entreprises dans des secteurs qui étaient en déclin et de mener des réformes de façon graduelle, comme cela a été décrit dans les précédents *Tableaux de bord*. Actuellement, si plus de 60 % des exportations slovènes sont dirigées vers les pays de l'UE, plus de 20 % sont destinées aux pays de l'ex-Yougoslavie. La Slovénie peut envisager de porter rapidement ce pourcentage à 30 %. Notons également qu'elle est devenue l'un des principaux investisseurs dans cette zone.

Ensuite, les exportations, qui jusque récemment ne concernaient essentiellement que le secteur de l'électroménager, se sont étendues à d'autres activités, notamment les technologies de l'information et de la communication, l'industrie pharmaceutique et les services. En outre, les entreprises slovènes de la distribution ont réussi à regagner les marchés de l'ex-Yougoslavie et à y occuper une position dominante.

Enfin, la demande intérieure a également contribué à cette croissance grâce au niveau élevé des salaires (*cf. infra*). La consommation intérieure reste donc un moteur considérable de l'activité économique, à côté des exportations. Pour leur part, les investissements devraient croître autour de 7 % en 2006, facilités par la persistance d'une politique de bas taux d'intérêt. Consommation intérieure et exportations soutiennent la croissance de l'industrie attendue à 5,5 % en 2006, alors que l'activité dans le secteur tertiaire a été marquée par un dynamisme particulier dans le tourisme (4 % de croissance), le transport et les technologies de l'information et de la communication.

A côté de ces bons résultats, la Slovénie a réussi à maîtriser l'inflation à environ 2,5 % par an, à introduire la taxe sur la valeur ajoutée et à réformer son système des retraites et de protection sociale. La politique budgétaire continue d'être conduite avec la même rigueur qu'auparavant, ce qui se reflète dans la diminution du déficit des finances publiques au niveau de 1,8 % du PIB en 2005 (au lieu de 2,3 % en 2004) et de 1,9 % prévu en 2006. Ce mouvement à la baisse devrait se poursuivre et s'inscrire dans le budget biennal 2007-2008, dont l'objectif est de le réduire à 1 % et d'atteindre l'équilibre en 2011. Les autorités slovènes devront néanmoins prévoir les conséquences de l'augmentation très élevée des dépenses de retraite au-delà de 2020 (malgré l'impact positif sur le budget de la réforme en cours). Pour sa part, la dette publique plafonne entre 29 et 30 % du PIB.

Dans ce contexte, les ministres des Finances de la zone euro, estimant que le pays respectait

l'ensemble des critères relatifs à la dette publique, au déficit budgétaire, aux taux d'intérêts et à l'inflation, ont autorisé le 11 juillet 2006 la Slovénie à adopter la monnaie unique. Elle deviendra ainsi le premier des nouveaux pays membres à l'utiliser et le treizième de la zone à partir du 1^{er} janvier 2007.

Sur le plan de la politique monétaire, la Banque centrale gère les derniers préparatifs pour cette entrée dans la zone euro sur la base d'un taux de change maintenant fixé de 1 euro = 239,64 tolar. Si la Slovénie a réussi à remplir les conditions nécessaires définies par les critères de Maastricht pour devenir membre de l'Union monétaire, les expériences antérieures des Etats membres laissent penser que la période la plus difficile sera celle couvrant les deux premières années de cette intégration, notamment parce qu'il restera encore beaucoup à faire en matière d'harmonisation. C'est justement là que réside une fragilité de la Slovénie. En effet, elle a tardé à harmoniser sa législation et a reçu de vives critiques de Bruxelles à ce sujet jusqu'à la veille de son entrée dans l'UE.

La question d'une profonde réforme économique s'est donc imposée sur la scène slovène. Le nouveau gouvernement d'orientation néo-libérale issu des élections de 2004 en a fait une priorité politique dont la nécessité est généralement acceptée. Un plan de réformes a été formulé par un groupe d'économistes dirigé par Joze Damijan. Celui-ci a été chargé en juillet 2005 de prendre la tête d'un Conseil des réformes, transformé en ministère du Développement national à la fin de l'année. Les grandes lignes de la réforme sont connues et conformes aux principes libéraux. Il s'agit de rendre « concurrentielle » l'économie slovène en la libérant de la présence trop prégnante de l'Etat, en améliorant le « climat des affaires », grâce à une réforme fiscale, une diminution des dépenses publiques et une relance importante dans les secteurs bancaire et industriel d'une privatisation restée très partielle. La réforme fiscale initiale prévoyait, outre l'instauration d'un taux unique de TVA, la mise en place d'une taxe uniforme (*flat tax*) sur les revenus comme en Slovaquie. Parmi les autres priorités du gouvernement, on citera la modernisation et l'amélioration de la compétitivité dans les secteurs de la banque et des assurances, l'augmentation de la capitalisation de la bourse, l'achèvement de la réforme du marché des capitaux et le renforcement de l'attraction des investissements directs étrangers, sans négliger la poursuite des investissements slovènes à l'étranger. Notons que ce projet de réforme a perdu de son ambition après la démission de Joze Damijan, qui l'avait conçu, de son poste de ministre du Développement national, en mars 2006. Néanmoins, les présidents de six des partis représentés au Parlement (à l'exception du principal parti d'opposition, le LDS), ont réussi à établir un accord à la mi-avril sur la poursuite des réformes. Ses principaux points, appelant à un renforcement de la compétitivité de la Slovénie, portent sur la simplification du système des taxes et impôts, la promotion des PME, la restructuration des dépenses publiques, l'accélération des privatisations et la libéralisation du secteur des services publics. Le projet d'introduction de la *flat tax* a suscité une opposition massive des titulaires d'un revenu moyen ou faible qui craignent une diminution de leur pouvoir d'achat. A ce jour, il n'a toujours pas fait l'objet d'une décision.

II.- Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.- COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

L'économie slovène reste très marquée par les caractéristiques issues de son passé socialiste et autogestionnaire, en particulier la prédominance d'un actionnariat d'Etat dans de nombreuses entreprises, un droit économique et social et une forme de gouvernance des entreprises très marqués par l'importance de conventions collectives contraignantes et de

rémanences d'autogestion, la présence d'un fort Etat providence et la recherche du consensus social, le maintien de mécanismes d'indexation. En ce qui concerne la participation de l'Etat dans les entreprises, elle atteint de 25 à 48 % dans les plus grandes sociétés cotées en bourse. La moitié des entreprises environ appartiennent à l'Etat. La participation de l'Etat se fait par l'intermédiaire des fonds de pension (KOD) et de restitution (SOD) qui ont investi

1,66 milliard d'euros dans les entreprises. Etant donné la dispersion du reste de l'actionnariat, l'Etat exerce en fait le contrôle de ces sociétés.

Les liens financiers entre les entreprises et les fonds publics restent vivaces et entretiennent une relation particulière que d'aucuns qualifient d'« incestueuse » entre l'Etat et les milieux d'affaires. Par ailleurs, on observe une lutte sourde entre l'oligarchie économique slovène installée depuis l'indépendance et les firmes étrangères qui tentent de prendre le contrôle des entreprises nationales. Certaines de ces caractéristiques, même si elles ont constitué des axes de la transformation réussie de la Slovénie avant son intégration dans l'UE, ne peuvent qu'être des facteurs de gêne depuis qu'elle est devenue membre de l'Union. Un effort d'adaptation s'impose donc.

Même si la Slovénie est désormais membre de l'Union, le processus de privatisation est toujours en cours. Cela s'explique par la nature même de la propriété sociale (héritée de la période autogestionnaire) qui a imposé dans un premier temps une phase de nationalisations afin de déterminer les propriétaires des entreprises (cf. les précédents *Tableaux de bord*). Ce n'est donc que dans un second temps qu'il a été possible de démarrer le processus des privatisations. Cela explique le maintien, comme on l'a vu, d'un contrôle étroit de l'Etat sur les entreprises. Par ailleurs, afin d'éviter une augmentation significative du chômage qui aurait pu avoir des incidences politiques, et de préserver le consensus social, les différents gouvernements slovènes ont retardé les privatisations des très grandes entreprises, principalement dans le nord du pays, dans la région de Maribor. Différents secteurs sont restés, malgré les lois anti-monopoles, protégés par l'Etat, comme, par exemple, les télécommunications (mais le gouvernement envisage de céder sa participation dans l'opérateur Telekom). Cette situation n'a pas empêché la Slovénie de tirer son épingle du jeu dans les grandes transformations ayant affecté l'Europe. Les différents gouvernements slovènes peuvent à juste titre faire valoir que c'est bien en ne suivant pas les conseils de la Commission européenne ni ceux du FMI qu'ils ont fait de la Slovénie un modèle de transition économique et qu'elle est aujourd'hui mieux lotie que les autres pays d'Europe de l'Est qui ont intégré l'UE en mai 2004. Cette situation paradoxale a été rendue possible par la

position privilégiée qu'occupent les produits slovènes sur les marchés des pays issus de l'ex-Yougoslavie où ils sont connus et appréciés, et sur lesquels ils ont disposé d'un véritable monopole durant plusieurs décennies, avant la désintégration de la république fédérale. Ainsi, il a été possible de continuer à faire vivre des entreprises sans les restructurer entièrement et de maintenir un certain niveau de production. La reconquête du marché ex-yougoslave est devenue une priorité pour certaines d'entre elles qui, sans cela, auraient dû procéder à de fortes transformations, voire auraient connu la faillite.

Par ailleurs, rappelons que l'ouverture du pays aux investissements directs étrangers (IDE) a été, au cours de la décennie 1990, freinée par les autorités slovènes et que, par la suite, les investissements dans de nouveaux projets dans le secteur industriel ou dans celui des services sont demeurés très timides, sauf en 2002, en raison des opérations mettant en jeu la banque belge KBC et la banque slovène Nova Ljubljanska Banka (NLB) d'une part, les entreprises Novartis et Lek d'autre part. Aujourd'hui encore, le montant des investissements étrangers par habitant en Slovénie est l'un des plus bas parmi les nouveaux membres de l'Union. On notera, à cet égard, une certaine faiblesse du dispositif slovène d'incitation à l'investissement étranger à laquelle s'ajoutent de plus en plus les handicaps que constituent le manque de terrains et de zones industrielles à un prix au m² qui serait rentable pour un investisseur étranger, ainsi que la persistance de la rigidité de la loi qui règle le marché de main d'œuvre dans le pays. En revanche, on rappellera aussi que les investisseurs slovènes demeurent parmi les plus grands exportateurs de capital vers les pays des Balkans. La Slovénie reste donc toujours intéressante pour les investisseurs européens potentiels en tant que tête de pont vers cette région, qui représente un marché de plus de 20 millions d'habitants. Les opérateurs économiques de certains pays, comme, par exemple, l'Allemagne, l'Autriche ou la France, semblent utiliser la Slovénie comme tremplin pour pénétrer les Balkans en profitant des connaissances slovènes des milieux d'affaires de ces pays.

C'est ce rôle privilégié de porte de l'Union vers les Balkans occidentaux qui permet à la Slovénie de transformer en atouts des caractéristiques hétérodoxes, qui, autrement, pourraient constituer des handicaps.

2.- UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

Au titre de la période 2004-2006, la Slovénie a bénéficié des fonds structurels, dans le cadre de l'Objectif 1, à travers un programme de développement ayant les objectifs suivants : réduction de l'écart du PIB par habitant entre la Slovénie et la moyenne de l'UE ; sauvegarde de l'emploi existant et création d'emplois ; réduction des disparités internes du pays et recherche d'un développement équilibré des régions ; encouragement d'une « culture de l'innovation » et amélioration de l'accès des entrepreneurs à l'information, aux connaissances et au financement ; augmentation de l'attractivité de la Slovénie pour les investisseurs et développement du tourisme ; élargissement de l'éventail des compétences et recherche d'une meilleure adaptation de ces compétences aux besoins du marché du travail et de la croissance économique ; renforcement de la compétitivité du secteur agroalimentaire et utilisation plus efficace des ressources rurales.

Par ailleurs, la Slovénie bénéficie, dans le cadre des initiatives communautaires, d'autres programmes avec l'aide des fonds structurels. On citera trois programmes de coopération transfrontalière (INTEREEG IIIA) avec l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et la Croatie ; deux programmes de coopération transnationales (INTEREEG III B) avec les pays de l'« Espace alpin » (Autriche-Slovénie-Italie-France-Suisse) ; le programme CADSES (Europe centrale, Adriatique, Danube et Europe du Sud-Est) ; enfin le programme de coopération inter-régionale (INTERREG III C) « Zone Est ».

Dans son ensemble, la Slovénie a bénéficié de fonds européens d'un montant de 456 millions d'euros au cours des années 2004-2006. Pour la période 2007-2013, elle devrait recevoir 3,7 milliards d'euros du budget de l'UE. La répartition prévue est la suivante : 1,57 milliard d'euros pour le programme de développement régional dont 743 millions pour le réseau de développement, 235 millions pour relier les potentialités naturelles et culturelles et 553 millions pour le développement régional proprement dit ; 645 millions pour le développement des ressources humaines dont 219 millions pour le développement de la capacité d'entreprendre, 147 millions pour la promotion des capacités professionnelles, 147 millions pour le développement des ressources humaines et de l'ap-

prentissage permanent, 57 millions pour le développement de l'inclusion et 67 millions pour le développement de compétences institutionnelles et administratives ; 1,44 milliard d'euros pour l'environnement et les infrastructures de transport.

La Slovénie devrait donc être bénéficiaire net, compte tenu de ses versements à l'UE, d'un montant d'environ 2 milliards d'euros. A celle des fonds structurels, s'ajoute l'aide supplémentaire du fonds de cohésion pour des projets d'infrastructures en matière d'environnement (eau potable, eaux usées, déchets solides...) et de transports (routes, chemins de fer, ports, aéroports).

La Slovénie témoigne de plus en plus de sa capacité à absorber ces fonds : elle est passée de 58 % des contrats signés, pour les quatre premiers mois de 2005, à 70 % pour la même période de 2006. Au cours du premier semestre de 2006, elle a été bénéficiaire net pour un montant de 18,5 millions d'euros. Afin de bénéficier au mieux des fonds européens, le pays a été divisé en deux régions statistiques, de niveaux de développement différents, avec l'aval de la Commission européenne. Cette division devrait lui permettre de continuer à bénéficier de l'aide aux régions les plus défavorisées même si son niveau de développement est plus avancé que celui des autres Etats qui ont rejoint l'UE en 2004.

3.- SITUATION SOCIALE

Très attachés à leurs acquis sociaux, les Slovènes ont veillé à ce que ceux-ci soient maintenus lors de leur entrée dans l'Union. C'est pourquoi tous les partis politiques slovènes intègrent dans leurs programmes la question sociale, à la différence des partis dans les autres pays issus de l'ex-Yougoslavie. En Slovénie, les inégalités semblent peu marquées, les salaires sont relativement élevés (environ 1000 euros par mois en moyenne, ce qui représente sept fois plus que dans la plupart des pays issus de l'ex-Yougoslavie) et le taux de pauvreté est bas. Le niveau de vie, mesuré par le PIB par habitant, qui atteint 82 % de la moyenne de l'UE en 2006, y est plus élevé que dans les nouveaux membres de l'Union issus de l'Europe de l'Est. Il est supérieur à celui du Portugal et égal à celui de la Grèce. La Slovénie dispose d'un système de santé développé, notamment par rapport aux

autres pays d'Europe centrale et orientale. Selon l'OMS, la Slovénie se place au septième rang européen dans ce domaine, devant la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou la France.

La situation sociale de la Slovénie est donc beaucoup plus satisfaisante que celle des autres pays de l'Europe centrale. Cela résulte du mode de transition, lui aussi différent de celui qui a été suivi ailleurs, et explique que la Slovénie n'ait pas connu de crise économique, ni politique, depuis le début de la transition, et qu'elle semble à l'abri des soubresauts que l'on qualifie parfois de « populistes » qui agitent l'Europe centrale.

Le modèle de protection sociale slovène qui s'appuie sur l'héritage yougoslave très développé en la matière, est resté généreux. Mais les problèmes liés au vieillissement de la population et à ses conséquences sur le financement du système des retraites ont conduit les autorités à modifier dès janvier 2000 le système en place en lui substituant un régime à trois piliers (*cf. Tableaux de bord 2002 et 2003*) et à porter l'âge de cessation d'activité à 65 ans dès 2005 pour les hommes

et par paliers successifs jusqu'en 2010 pour les femmes. Rappelons que le système des allocations chômage avait déjà été modifié avant l'intégration à l'UE par des réformes durcissant les critères de leur attribution en réduisant la durée d'application pour les bénéficiaires et en introduisant des souplesses dans les relations contractuelles entre les employeurs et les travailleurs.

Deux réformes ont été introduites en ce qui concerne l'assurance maladie et le secteur de la santé. La Vzajemna, mutuelle créée en 1999 et qui avait le monopole de l'assurance-maladie complémentaire, a été mise en concurrence avec deux assureurs, Agriatica et Triglav. Le système des réserves a été modifié en conséquence, la Vzajemna obtenant le statut de société par actions pour pouvoir soutenir la concurrence. Par ailleurs, une tentative a été faite pour introduire des éléments de privatisation dans le secteur de la santé, sans grand succès auprès de la population.

Slovénie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (var. en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
PIB	2,7	3,5	2,7	4,2	3,9	4
Production industrielle	2,9	2,4	1,4	4,8	3,4	5,5
Formation brute de capital fixe	0,4	0,9	7,1	5,9	3,7	7
Consommation des ménages	2,3	1,3	3,5	3,3	3,3	3
Prix à la consommation	8,4	7,5	5,6	3,6	2,5	2,6
Salaire réel moyen brut	3,1	2,1	1,8	2,1	3,5	–
Solde des administrations publiques	–4,3	–2,7	–2,8	–2,3	–1,8	–1,9
Emploi total	1,7	–0,7	–1,4	5,1	0,6	–
Taux de chômage (% de la pop. active) – chômeurs enregistrés en fin d'année – moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	11,8 6,4	11,3 6,4	11,0 6,7	10,4 6,3	10,2 6,6	10 6,5

Sources : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportations de marchandises	9,2	6,0	3,0	13,3	12,2	16
Importations de marchandises	3,1	1,9	5,4	16,6	11,5	15
Balance commerciale (millions d'euros)	–684	–265	–543	–1009	–1034	–1100
Balance courante (millions d'euros)	38	344	–81	–544	–301	–350
Balance courante (en % du PIB)	0,2	1,5	–0,3	–2,1	–1,1	–1,2
Réserves brutes de la Bque centr., or exclu (millions d'euros)	4908	6702	6798	6464	6824	–
Dette extérieure totale (milliards d'euros)	10403	11484	13259	15278	19566	–

Sources : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

République tchèque

par Gaëlle Courtaux-Kotbi

I.– Evolution macroéconomique

La situation macroéconomique tchèque pour l'année 2006 se présente sous un jour favorable et peut se résumer en trois points : une balance commerciale excédentaire toujours tirée par les exportations, un contexte de croissance soutenue et le respect des critères d'accession à l'euro.

La République tchèque poursuit en effet sa croissance économique, en maintenant des niveaux de performance impressionnants (6,1 % de croissance du PIB en 2005, et 5,5 % prévus en 2006, contre moins de 2 % en 2002). Comme l'an passé, le commerce extérieur en reste le principal moteur, contribuant à lui seul à deux tiers de l'augmentation du PIB en 2005, d'après les calculs du WIIW. Outre un taux d'inflation et un taux d'intérêt maîtrisés depuis quelques années déjà, l'amélioration de l'endettement et la réduction du déficit budgétaire satisfont désormais aussi aux exigences de l'Union européenne en vue du passage à la monnaie unique. De son côté, l'investissement garde un rôle positif avec, après une croissance de 3,6 % en 2005, un accroissement record de 7 % prévu pour 2006. La croissance de la consommation des ménages qui était de 2,4 % en 2005, s'est accélérée en 2006 pour atteindre 3,5 %.

Le commerce extérieur reste dynamique, mais la progression des échanges, qui avait été impressionnante en 2004 (plus de 20 %) ralentit, tout en se rééquilibrant. Même si elle est moins marquée que l'année passée, la progression des exportations est restée plus rapide que celle des importations en 2005, ce qui conduit mécaniquement à un excédent commercial de 1,4 milliard d'euros, en lieu et place du déficit des années précédentes. En 2006, ce mouvement s'est poursuivi, bien que plus lentement, du fait d'une progression des importations tirée par la demande intérieure. La part des échanges avec les pays de l'UE tend par ailleurs à diminuer au profit de nouveaux partenaires, parmi lesquels la Russie et la Chine se distinguent.

L'industrie confirme son rôle de pilier de l'économie tchèque, avec une croissance de 15,4 % de la production industrielle au premier trimestre de 2006 et de 10 % prévue pour l'ensemble de l'année. Cette dernière performance tient notamment à un accroissement de 38 % de la production de biens durables et de 31 % de la production de biens d'équipement. L'emploi et le salaire nominal moyen, dans les secteurs manufacturiers, se sont accrus respectivement, en 2005, de 2,4 % et de 6 %. Comme la productivité du travail a augmenté pour sa part de plus de 13 %, le coût unitaire du travail industriel s'est réduit d'environ 7 %. S'appuyant sur de hauts niveaux de flux d'investissements directs étrangers et tournée vers l'exportation, l'industrie tchèque est donc particulièrement compétitive. Le bon niveau d'actifs fixes performants, ainsi qu'un taux d'investissement qui est le plus élevé de la région, renforcent cette position. Au-delà de l'accession à l'Union européenne, les performances de l'économie tchèque s'enracinent dans une transformation structurelle réussie, génératrice de compétitivité.

Les derniers chiffres d'Eurostat situent d'ailleurs la République tchèque à 75 % du niveau moyen du PIB par tête de l'UE en parité de pouvoir d'achat. Elle pourrait donc rattraper le niveau moyen de l'Union dès 2013, comme le prévoit la feuille de route du gouvernement que constitue The Economic Growth Strategy, et ce essentiellement grâce aux exportations du secteur manufacturier. Le secteur automobile joue à cet égard un rôle important : outre l'usine commune de Toyota et de PSA, TPCA, installée à Kolin, l'implantation d'un nouveau site de production annoncée par Hyundai au printemps 2006 (pour une production à plein régime en 2009) et un investissement équivalent à 1 % du PIB courant, crédibilisent ces perspectives, dans un contexte où l'industrie automobile tchèque devient une référence.

La convergence du PIB par tête s'accompagne depuis quelques années d'un niveau d'inflation faible et stable ; d'abord inférieure aux objectifs de la Banque centrale tchèque en 2002 et 2003, l'inflation se maintient dans la fourchette de 3 % $\pm$ 1. Malgré la hausse de plus de 30 % des prix de l'énergie dans l'année et le renforcement de la demande intérieure, l'inflation est restée dans cette fourchette en 2006 et devrait finalement se situer aux alentours de 2,8 %. L'échéance de 2010 pour le passage à l'euro est donc pour l'instant confirmée, d'autant que la République tchèque respecte désormais les principaux critères d'accession.

La poursuite des réformes fiscales et budgétaires et l'accroissement de la discipline budgétaire restent néanmoins à l'ordre du jour et alimentent les débats politiques, même si la République tchèque est loin d'être une mauvaise élève dans ces domaines. Il est vrai que l'objectif de la pleine utilisation des fonds européens, domaine dans lequel le pays accuse un retard important (cf. *infra*) et qui suppose un cofinancement alourdissant le budget national, donne de l'actualité à ce thème. Les conséquences financières du vieillissement de la population doivent par ailleurs être prises en compte. Le débat sur la réforme des retraites a fait de grands pas en 2006 (alors qu'il était sous-jacent depuis quelques années déjà – cf. *Tableaux de Bord 2005, 2004 et 2002*). Cinq propositions (une par parti politique représenté au Parlement) ont fait l'objet d'une étude approfondie et seront soumises au prochain gouvernement qui devrait inscrire l'adoption de l'une d'elles à son agenda politique (cf. *infra*). Un autre chantier, la réforme de la santé publique, n'a pas connu d'évolutions majeures, même si des modifications à la marge ont été menées, pour réduire les dépenses de médicaments par exemple. Il est vrai qu'il n'y a pas urgence en la matière, le système tchèque étant l'un des plus sains de l'Europe centrale. Dans tous ces débats, il convient de distinguer la part d'idéologie et la part de nécessité.

Les élections parlementaires de juin 2006 ont mené à une impasse, gauche et droite obtenant le même nombre de sièges à la Chambre des députés. Les deux plus grands partis, le Parti social-démocrate (CSSD), à la tête du pays depuis huit ans, et le Parti civique-démocrate (ODS), au pouvoir lors des années de transition qui ont précédé, s'opposent radicalement sur la plupart des questions de politique économique essentielles. Ainsi, l'ODS promet une privatisation rapide des services publics (énergie, poste, chemins de fer...), un système de retraites à trois piliers, une *flat tax* à 15 %, une dérégulation rapide des loyers immobiliers, et ne fixe pas de date d'introduction de l'euro. Les sociaux-démocrates, de leur côté, promettent de ne pas accentuer le mouvement de privatisation, de ne pas changer le système d'imposition et de ne pas déréglementer les loyers trop rapidement ; par ailleurs, ils prônent l'adoption de l'euro en 2010. Dans ces conditions, quelle que soit la teneur de la coalition au pouvoir, les réformes ne devraient avancer que lentement conformément à la tradition tchèque de la transition, les autorités échaudées par la « privatisation de masse » du début des années 1990 évitant généralement les « excès de réformes ». Après le refus du Parlement d'accorder sa confiance au gouvernement début octobre, la situation politique nationale reste en suspens, tandis qu'une coalition entre l'ODS et le CSSD est annoncée.

Pour conclure, la croissance économique tchèque, tirée par le commerce extérieur, devrait rester forte, mais un rééquilibrage au profit de la consommation, s'appuyant sur la compétitivité industrielle, devrait intervenir.

II.– Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.– COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

L'industrie automobile joue toujours un rôle essentiel, que renforcera la décision de Hyundai mentionnée plus haut. Une étude de PricewaterhouseCoopers, citée par l'Agence

pour le développement des investissements CzechInvest, estime d'ailleurs que la production automobile en République tchèque devrait encore augmenter de 13 % par an dans les années à venir, ce qui constituerait la meilleure performance de l'UE à 25.

Toujours selon CzechInvest, les investissements dans des centres de développement et de technologie se sont poursuivis (cf. *Tableau de bord 2005*) et ont atteint près de 20 milliards de couronnes en créant plus de 18 000 nouveaux emplois. A la fin de 2005, le nombre des investissements dans ces domaines aurait même atteint le chiffre record de trente-sept projets annoncés. A ce jour, le plus important de ces projets resterait celui de la construction d'un site DHL à Prague qui date de 2003. Parmi les autres projets, citons le centre que Bang&Olufsen compte installer à Koprivnice, qui devrait employer soixante-dix ingénieurs tchèques.

L'Agence poursuit son travail en promouvant essentiellement les secteurs de l'aéronautique, de la chimie et de la pharmacie, les domaines des nouvelles technologies de l'information et de la communication et, bien entendu, les centres technologiques et de services. Elle tablait sur un montant record d'IDE de plus de 70 milliards de couronnes (soit 2,8 milliards d'euros environ) pour la première moitié de l'année 2006, réparti sur un total de quatre-vingt quatre nouveaux projets. Plus de 17 500 nouveaux emplois pourraient ainsi voir le jour dans les années à venir. Hormis le projet de Hyundai, la venue du japonais IPS Alpha Technologie dans la zone industrielle Triangle qui se développe au nord-ouest de la Bohême, pourrait représenter le deuxième plus grand succès d'investissement de la seconde moitié de 2005.

Il est intéressant de noter que la République tchèque est elle-même en tête des investisseurs avec vingt-trois nouveaux projets menés essentiellement par des filiales de firmes multinationales étrangères. Le deuxième pourvoyeur reste sans surprise l'Allemagne avec dix-neuf projets, suivie par les Etats-Unis avec dix projets. La structure de l'appareil productif est en cours de concentration avec des secteurs de l'automobile et de l'ingénierie de précision qui continuent de se renforcer vers une production de plus en plus sophistiquée et spécialisée.

L'agriculture n'a semble-t-il pas enregistré de modifications majeures à la suite de l'adhésion en mai 2004, malgré la libéralisation des flux de marchandises agricoles et alimentaires, leur poids n'ayant qu'un rôle limité dans l'économie nationale. Mais selon Eurostat, les revenus des agriculteurs avaient sensiblement augmenté en 2004 grâce à la Politique agricole commune, avec une progression de 108 % par rapport à 2003. Le bénéfice du secteur agricole

s'est élevé à 300 millions d'euros en 2004, contre une perte de 83 millions d'euros en 2003. La filière « betteraves sucrières » a achevé une profonde restructuration, sa production est passée de 4 à 3,5 tonnes entre 1990 et 2005, tandis que le nombre des usines se réduisait de 55 à 13. Les principales filières végétales de l'agriculture tchèque restent les céréales dont le blé et l'orge représentaient 41 % de la production agricole totale en 2005, puis les oléagineux, dont le colza entre pour 11 % de la production agricole totale, tandis que les filières animales continuent de souffrir des baisses de cheptel issues de la transition et des difficultés de mise à niveau vis-à-vis des normes et standards européens, qui nécessitent de très lourdes restructurations.

Avec un chiffre d'affaires de 8,4 milliards d'euros en 2004, l'industrie agroalimentaire tchèque conserve un poids économique important, avec 12 % de la production de l'industrie de transformation quand elle n'emploie que 3,1 % de la population active totale, d'après les chiffres de la DREE. Essentiellement assurée par de petites entreprises, elle doit aussi beau-coup aux IDE, très présents dans l'industrie de transformation de la viande, l'industrie des boissons, notamment celle de la bière, et le secteur laitier. Le commerce extérieur agroalimentaire reste pourtant largement déficitaire, et ce déficit s'est creusé après l'adhésion à l'UE, même si les exportations de l'année 2005 ont connu une forte dynamique (+ 35 %) et ont contribué à redresser la situation du secteur, essentiellement grâce aux industries du lait et des boissons.

L'entrée de la République tchèque dans l'Union européenne a par ailleurs permis à ses principaux fournisseurs, l'Allemagne en tête, suivie par les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne, d'augmenter leurs parts de marché.

2.— UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

Le budget de l'UE adopté en janvier 2006 pour la période 2007-2013 prévoit que la République tchèque sera le pays qui bénéficiera du niveau le plus élevé d'aides financières européennes par habitant, à hauteur de 651 milliards de couronnes sur sept ans, soit environ 330 euros par habitant.

A Prague, Transparency International, l'organisation internationale de lutte contre la corruption, lance un projet visant à rendre plus transparentes et effectives la distribution et

l'utilisation des fonds afin que cette manne financière sans précédent soit utilisée pour atteindre les objectifs fixés par la Commission européenne. Il s'agit, en particulier, de simplifier les structures de répartition, d'améliorer l'information et la transparence en général, en incitant les autorités à mieux organiser la répartition des aides financières pour ne pas freiner leur versement.

En effet, en ce qui concerne l'utilisation des fonds structurels et de cohésion, la République tchèque figure dans les dernières places par rapport aux nouveaux pays membres, n'ayant absorbé que 23,5 % des ressources qui lui étaient réservées, selon une analyse présentée fin septembre à Bruxelles. Seul Chypre a puisé encore moins qu'elle, avec 19,3 %. La situation des autres nouveaux membres de l'Union n'est cependant pas sensiblement meilleure car ils n'ont, dans leur ensemble, tiré en moyenne parti que de 26 % des fonds qui leur étaient alloués.

La République tchèque doit cependant remédier à cette situation sous peine de perdre l'accès à ces fonds européens. Les procédures de demandes de fonds arriveront en effet à échéance à partir de 2007 et il serait dommage qu'elle n'ait pu profiter pleinement de ces opportunités, faute d'avoir simplifié les procédures administratives complexes qui en limitent actuellement l'exploitation. L'absence de gouvernement a pour l'heure empêché toute réforme.

3.- SITUATION SOCIALE

Jusqu'à présent, la situation sociale tchèque n'avait semble-t-il pas pleinement bénéficié des performances de l'économie nationale (cf. *Tableaux de bord 2003, 2004 et 2005*). L'augmentation des inégalités sociales et des disparités régionales caractérisait la situation sociale tchèque, à l'image de celle des autres PECO, cela expliquant (entre autres causes) l'impasse politique dans laquelle se trouve aujourd'hui le pays.

Pourtant, la baisse ininterrompue du taux de chômage depuis janvier 2005 doit être soulignée. Selon les chiffres du ministère du Travail et des Affaires sociales celui-ci, qui s'élevait à 9,8 % en janvier 2005, ne concernait plus que 7,4 % de la population active en octobre 2006, ce qui signifie 130 000 demandeurs d'emploi de moins. Mais l'inadéquation entre l'offre et la demande en

termes de qualification reste un problème. En effet, le nombre d'emplois vacants a presque doublé entre janvier et octobre 2006, passant de 59 400 à 101 100, alors qu'il s'était stabilisé aux alentours de 52 000 en 2005 et que les entreprises tchèques ont dû recourir aux travailleurs étrangers, en provenance de Slovaquie notamment.

Par ailleurs, si la diminution du chômage dans les soixante-dix-sept offices du travail, au cours d'un mois de hausse saisonnière traditionnelle du fait de l'arrivée des nouveaux diplômés sur le marché, laisse entrevoir un progrès de la situation de ce point de vue, le niveau élevé de chômage de longue durée se maintient avec plus d'un chômeur sur deux sans emploi depuis plus d'un an.

En outre, des disparités régionales importantes persistent : si le taux de chômage approche les 3 % à Prague, il atteint 21,8 % dans la région de Most, la plus touchée, en Moravie du Nord. Dans son *Survey*, l'OCDE voit dans les rigidités (manque de flexibilité et de mobilité géographique et professionnelle) dont fait encore preuve le marché du travail un facteur qui contribuerait à expliquer le niveau élevé du taux de chômage qui, selon cette organisation, pourrait se situer à 4 ou 6 %, si la lutte contre ces rigidités devenait une priorité.

La discussion sur la réforme des systèmes de retraite a donné lieu à un groupe de travail parlementaire et à cinq propositions. Une grande variété de solutions a été envisagée, et un consensus pourrait naître, sous réserve que l'on sorte de l'impasse politique issue des élections législatives de juin. La première proposition introduit un système par capitalisation de comptes notionnels, la deuxième, un système par répartition doublé d'un seuil de sécurité. La troisième proposition n'avance que des changements paramétriques de l'actuel système par répartition tout comme la quatrième, qui ajoute néanmoins une composante de capitalisation, la cinquième proposant un taux fixe (cf. *Survey* de l'OCDE et site gouvernemental pour plus de détails sur ces propositions).

République tchèque

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
PIB	2,5	1,9	3,6	4,2	6,1	5,5
Production industrielle	6,7	1,9	5,5	9,6	6,7	10
Consommation des ménages	2,3	2,2	6,0	2,5	2,4	3,5
Formation brute de capital fixe	6,6	5,1	0,4	4,7	3,6	7
Prix à la consommation	4,7	1,8	0,1	2,8	1,9	2,8
Salaire réel moyen brut mensuel	3,8	5,4	6,5	3,7	3,4	–
Solde des administrations publiques	–5,9	–6,8	–6,6	–2,9	–2,6	–3,2
Emploi total	0,4	0,8	–0,7	–0,6	1,2	–
Taux de chômage (% de la pop. active)	8,9	9,8	10,3	9,5	8,9	8,5
– chômeurs enregistrés en fin d'année	8,1	7,3	7,8	8,3	8,0	7,5
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi						

Sources : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2001	2002	2003	2004	2005(e)	2006(p)
Exportations de marchandises	18,3	9,3	5,7	25,4	16,6	12,4
Importations de marchandises	16,6	5,8	5,2	21,2	12,4	12,3
Balance commerciale (milliards d'euros)	–3,4	–2,3	–2,2	–0,7	1,4	2
Balance courante (milliards d'euros)	–3,7	–4,4	–5,0	–5,2	–2,1	–2
Balance courante (en % du PIB)	–5,3	–5,5	–6,2	–6,0	–2,1	–1,8
Réserves brutes de la Bque centrale, or inclus (Mds d'euros)	16,4	22,6	21,3	20,9	25,1	–
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	25,4	25,7	27,6	33,2	38,8	–

Sources : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision